

EVALUATION DE LA
SECURITE ALIMENTAIRE
DES MENAGES RURAUX DES
DEPARTMENTS DE LA
BANDE SAHELIENNE
AFFECTES PAR LES
ANOMALIES
PLUVIOMETRIQUES



Tchad



Juin 2018

Données collectées en mai 2018



**World Food
Programme**

République du Tchad

Evaluation de la sécurité alimentaire des ménages ruraux des départements de la bande sahélienne affectés par les anomalies pluviométriques

Rapport préparé par : Brenda Lazarus avec l'appui de l'équipe VAM du PAM et la contribution des partenaires de cette évaluation

Données collectées en mai 2018, rapport de juin 2018

© Système d'Information sur la Sécurité Alimentaire et d'Alerte Précoce (SISAAP) du Ministère de la Production, de l'Irrigation et des Equipements Agricoles

Boulevard Général Mahamat Khamis Djongos, BP 441, Ndjamena, Tchad

© Programme Alimentaire Mondial, Service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM)

Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM)

Siège social : Via C.G. Viola 68, Parco de' Medici, 00148, Rome, Italie

Pour plus d'informations, contacter :

M. Mahamat Allamine Ahmat Alhabo
Coordonnateur National du SISAAP

Allamine_alhabo@yahoo.fr

Bureau du PAM, Tchad

Mme. Mary-ellen MCGROARTY
Représentante Directrice

mary-ellen.mcgroarty@wfp.org

M. Atsuvi Gamli
Chargé de Programme VAM

atsuvi.gamli@wfp.org

Tous les droits sont réservés. La reproduction et la diffusion de matériel dans ce rapport pour des utilisations éducatives et non commerciales ou autres peuvent se faire sans autorisation préalable des détenteurs des droits d'auteur à condition que la source des informations soit citée. La reproduction des informations du présent rapport pour la revente ou d'autres fins commerciales est interdite sans autorisation écrite des ayants-droit.

Les demandes d'autorisation devront être adressées au Directeur, Division des communications, e-mail : wfp.publications@wfp.org et au Coordonnateur National du SISAAP à l'adresse allamine_alhabo@yahoo.fr.

© WFP 2018

Remerciements

Le SISAAP, la FAO, FEWS NET et le PAM remercient les partenaires financiers, en particulier ECHO qui a contribué à la réalisation de cette enquête. La contribution des partenaires techniques membres du comité de pilotage de l'enquête (INSEED, DNTA, ANADER, DESPA) a été fondamentale pour la finalisation des outils de collecte, la définition de la méthodologie, la formation des enquêteurs, la supervision de la collecte, l'analyse des données et rédaction du présent rapport.

Crédit Photo page de garde : WFP/Nathalie Magnien

Résumé exécutif

Contexte et méthodologie

Les anomalies pluviométriques de 2017 et la crise économique ont eu un impact négatif sur les moyens de subsistance des ménages ruraux au Tchad, notamment la production agricole, animale et les revenus non-agricoles, entraînant une dégradation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans une grande partie de la zone sahélienne. La saison des pluies a été marquée dans certaines localités par des pauses pluviométriques assez longues et une fin précoce par endroit, entraînant une baisse de la production céréalière nationale de 2,1% par rapport à la moyenne quinquennale et de 5,1% par rapport à l'année dernière. Les fortes baisses de production ont été enregistrées dans les régions du Sahel, notamment le Wadi Fira (-39%), le Kanem (-27,7%), le Bahr El Ghazal (-20,5%) et le Batha (-9,4%). Des déficits fourragers importants et le tarissement précoce des mares semi-permanentes ont de leur côté entraîné un mouvement précoce des transhumants des régions du Sahel vers la zone soudanienne. Par conséquent, les soudures agricole et pastorale ont été particulièrement précoces cette année.

Les résultats de l'analyse consensuelle de la situation alimentaire et nutritionnelle (Cadre Harmonisé) révèlent pour la période courante (mars-mai 2018), qu'aucun département n'est en « phase urgence » ou « phase famine », mais 8 départements sont en « phase crise ». Si des mesures appropriées ne sont pas prises, la situation alimentaire pourrait se dégrader en période projetée (juin-août) dans 19 départements (Fouli, Kaya, Mamdi, Wayi, Kanem, Nord Kanem, Wadi Bissam, Bahr El Ghazal Nord, Bahr El Ghazal Sud, Bahr El Ghazal Ouest, Batha Est, Batha Ouest, Abtouyou, Mangalmé, Guéra, Biltine, Méгри, Iriba et Dar Tama). Cette situation affecterait plus de 990.706 personnes, dont 34.038 en « phase urgence » et 956.668 en « phase crise ».

Face à cette situation et compte tenu des recommandations du Comité Technique du CASAGC de suivre l'évolution de la situation alimentaire, nutritionnelle et pastorale, le Système d'Information sur la Sécurité Alimentaire et d'Alerte Précoce (SISAAP), les services pourvoyeurs d'informations (SPI) et les partenaires techniques impliqués dans le suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (PAM, FAO et FEWS NET) ont conduit la présente évaluation.

L'objectif principal était d'évaluer l'ampleur et la sévérité de la situation actuelle en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle afin de proposer des réponses appropriées. La collecte de données a été menée à deux niveaux (ménage et communautaire) avec des mesures anthropométriques (MUAC et œdèmes) sur les enfants de 6 à 59 mois. L'enquête s'est déroulée du 10 au 18 mai 2018 sur un échantillon de 4 574 ménages répartis dans 24 départements dans la zone sahélienne.

Quelle est la proportion des ménages en insécurité alimentaire ?

En utilisant l'approche consolidée pour la présentation des indicateurs de la sécurité alimentaire (CARI), 61,6% des ménages dans les départements enquêtés se trouvent en insécurité alimentaire. Parmi ces ménages, 7,5% sont en insécurité alimentaire sévère, tandis que 54,1% sont en insécurité alimentaire modérée. En outre, 33,2% de la population sont en situation de sécurité alimentaire marginale et risquent de basculer en insécurité alimentaire pendant le pic de soudure (juillet-août).

Où sont les ménages en insécurité alimentaire ?

Comme l'indique la carte 1 ci-après, les ménages les plus affectés sont principalement au Bahr El Ghazal Nord (90%), Wayi (86%), Mangalmé (80,3%) et Biltine (80,3%). Les départements ayant la plus forte prévalence d'insécurité alimentaire sévère sont le Bahr El Ghazal Nord (36%) et le Bahr El Ghazal Sud (22,5%).

Par rapport aux niveaux d'octobre 2017, l'insécurité alimentaire s'est dégradée dans 15 départements, avec les plus fortes augmentations de la prévalence dans les départements de Wayi (+73,9 points) et Ouara (+42,7 points). Par contre, les taux d'insécurité alimentaire sont restés quasiment stables dans cinq départements et ont diminué dans quatre autres (Nord Kanem, Fouli, Abdi et Djourouf Al Amar). Ces baisses se justifient par un certain nombre de facteurs dont l'assistance alimentaire au profit des déplacés et une bonne production de contre saison (Fouli), une légère amélioration des termes de l'échange entre le bétail et les céréales par rapport à l'année dernière et les

retombées positives de la forte migration saisonnière (Nord Kanem), les récoltes de contre saison et la disponibilité des stocks résiduels (Abdi).

Quelle est la situation nutritionnelle ?

L'état nutritionnel des enfants de 6 à 59 mois, évalué grâce à leurs périmètres brachiales (MUAC) confirme le caractère préoccupant de la situation. Dans les régions de Kanem, Lac, et Wadi Fira, la prévalence du proxy MAG dépasse déjà le seuil d'alarme de l'OMS avec respectivement 12,1%, 11,4%, et 13,6%. Les régions du Bahr El Ghazal, Guera, et Ouaddaï affichent des prévalences respectives de 9,8%, 7,5%, et 8,7%. Ces prévalences placent ces trois régions dans une situation nutritionnelle précaire selon la classification de l'OMS 2006. Le département de Dagana (Hadjer Lamis) qui affiche une prévalence de 4,6% se classe dans une situation nutritionnelle acceptable selon la classification de l'OMS 2006.

De plus, la prévalence du proxy de MAS dépasse le seuil d'urgence de 2% dans les régions du Kanem (3,6%), Wadi Fira (3,0%), Ouaddaï (2,3%) traduisant un risque élevé de mortalité chez les enfants de 6 à 59 mois dans ces régions.

Quelles sont les ménages en insécurité alimentaire ?

Les ménages dirigés par une femme, un veuf, séparés ou divorcés ou une personne qui ne sait ni lire ni écrire sont les plus affectés par l'insécurité alimentaire. Par contre, les ménages de grande taille et ceux ayant des taux de dépendance faibles sont plus en sécurité alimentaire, probablement en raison des membres supplémentaires qui peuvent travailler pour générer de la nourriture et des revenus pour le ménage.

En ce qui concerne les moyens d'existence, la pratique de l'agriculture lors de la campagne agricole 2017-2018 ne semble pas avoir d'impact sur la sécurité alimentaire au niveau des ménages. Cependant, les ménages pratiquant l'élevage sont moins affectés par l'insécurité alimentaire. Enfin, les ménages ayant déclaré avoir été victimes d'un choc au cours des 12 derniers mois sont également plus en insécurité alimentaire que ceux qui n'ont pas été affectés.

Pourquoi sont-ils en insécurité alimentaire et nutritionnelle ?

L'insécurité alimentaire actuelle en zone Sahélienne se caractérise par une vulnérabilité économique élevée des ménages et la faible diversité de leur consommation alimentaire. Les stratégies d'adaptation négatives, telles que l'emprunt d'argent ou de nourriture, la réduction des dépenses liées à l'éducation et à la santé et la vente d'actifs non productifs sont également fréquents.

Cette insécurité alimentaire est le résultat de multiples facteurs. Même dans les années normales, la zone sahélienne du Tchad est confrontée à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique en raison des faibles niveaux de production agricole, de la pauvreté, de l'accès limité à l'eau potable et aux infrastructures sanitaires. À ces défis chroniques s'ajoutent plusieurs chocs qui se sont produits cette année, entraînant une détérioration de la situation alimentaire et nutritionnelle en raison de la faible résilience des ménages ruraux.

Dans plusieurs régions, les récoltes pluviales et de contre saison ont été inférieures à la moyenne. Par conséquent, les stocks alimentaires des ménages se sont épuisés plus tôt que d'habitude. Cette situation a entraîné une dépendance prolongée des ménages vis-à-vis des marchés pour accéder à la nourriture, augmentant ainsi leurs dépenses. Or, cette année, les revenus non agricoles sont globalement inférieurs à la moyenne, entraînant un faible pouvoir d'achat et l'accès limité au marché. C'est le cas par exemple de la migration saisonnière qui est une source de revenu importante pour beaucoup des ménages pendant la saison sèche. En raison des problèmes de sécurité alimentaire dans les zones rurales, les migrants sont partis plus tôt que d'habitude et en plus grand nombre cette année. Cependant, les niveaux d'argent envoyé par ces migrants à leurs familles sont inférieurs aux niveaux habituels à cause de la crise économique qui affecte les revenus dans les zones urbaines et autres zones d'accueil.

De plus, la faible disponibilité du pâturage et d'eau a entraîné un mauvais état d'embonpoint des animaux se traduisant par une forte baisse des prix sur les marchés locaux. Aussi, la demande est restée globalement faible dans les centres urbains à cause de la crise économique dans le pays et ceci malgré une légère hausse au cours du mois de mai due au Ramadan. Bien que les prix céréaliers soient relativement proches de la moyenne quinquennale, la baisse des prix du

bétail a entraîné une détérioration des termes de l'échange bétail et céréales, limitant l'accès au marché pour les ménages affectés.

L'insécurité et les mouvements de populations ont également un impact négatif sur les moyens de subsistance dans la région du Lac. La plupart des ménages ont accru leurs dépenses alimentaires au détriment d'autres postes de dépense et ont commencé très tôt à faire recours à des stratégies d'adaptation négative de type alimentaire et sur les moyens d'existence.

La forte prévalence de l'insécurité alimentaire a eu un impact sur l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans. De ce fait, Il faut s'attendre à des dégradations plus importantes pendant le pic de la soudure du fait de l'augmentation de l'insécurité alimentaire, des problèmes d'accès à l'eau potable, des maladies d'origine hydrique, des difficultés d'accès aux soins et d'autres facteurs socioculturels structurels.

Quelles formes d'assistance peuvent aider à améliorer la situation des ménages ?

L'accès à l'eau de boisson est revenu de façon récurrente dans les principales préoccupations des communautés à côté des problèmes d'accès à la nourriture. Même si les solutions font appel à des programmes de développement, une surveillance de ces difficultés d'accès à l'eau sera nécessaire jusqu'à l'installation des pluies dans toutes les zones du pays.

Compte tenu de la situation préoccupante d'insécurité alimentaire des ménages ruraux dans la zone sahélienne et des perspectives de dégradation pendant la période de soudure, les actions humanitaires suivantes sont recommandées :

- Fournir une assistance alimentaire inconditionnelle jusqu'aux prochaines récoltes (octobre) dans les zones de préoccupation, sous forme de distributions directes de vivres, de cash ou de vouchers ;
- Mettre en place et/ou intensifier les programmes nutritionnels visant la prévention et le traitement de la malnutrition aiguë sévère et modérée pour les enfants de 6 à 59 mois ;
- Mener des programmes de soutien aux moyens de subsistance liés à l'agriculture pour reconstituer les actifs et renforcer la résilience des ménages locaux ;
- Continuer à suivre de près la situation alimentaire et nutritionnelle dans le pays.

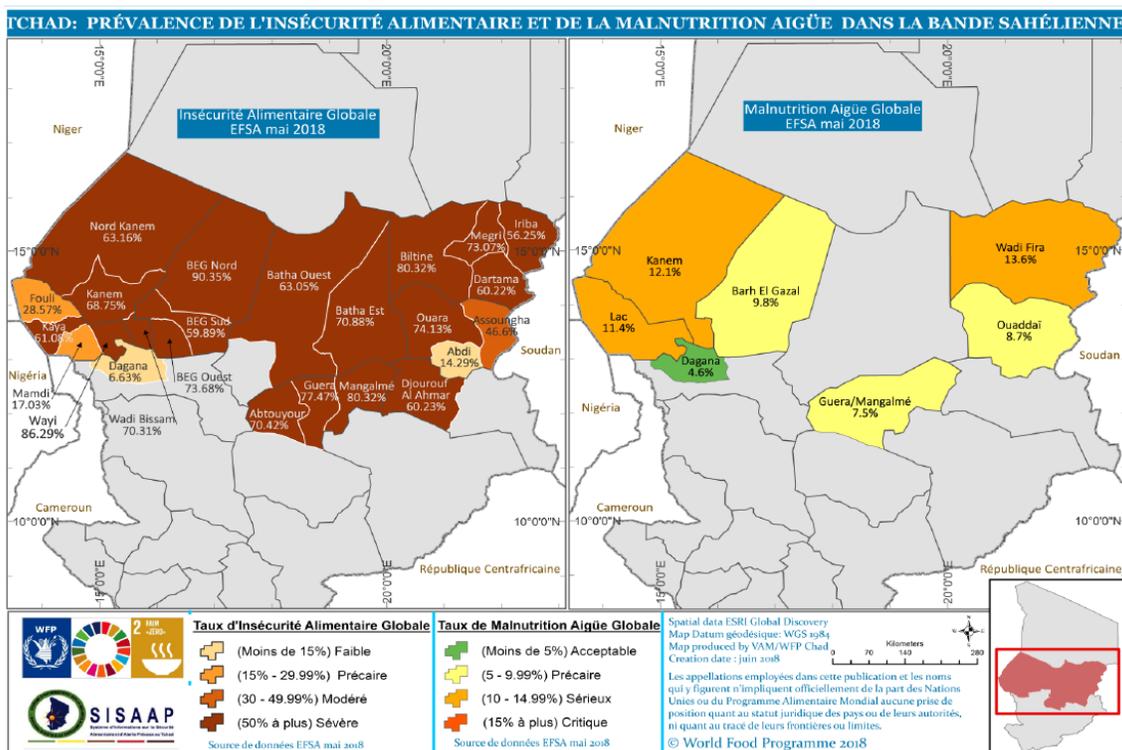


Table of Contents

1. Contexte	6
2. Objectifs et méthodologie.....	8
2.1 Objectifs.....	8
2.2 Méthodologie	8
2.3 Limites	10
3. Résultats	11
3.1 Caractéristiques du ménage.....	11
3.1.1 Démographie	11
3.1.2 Activités génératrices de revenus	11
3.2 Situation des marchés	17
3.3 Situation de la sécurité alimentaire	18
3.3.1 Score de consommation alimentaire	19
3.3.2 Score de diversité alimentaire des ménages.....	22
3.3.3 Indice de stratégie d'adaptation réduit.....	24
3.3.4 Stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence	26
3.3.5 Vulnérabilité économique	27
3.3.6 Prévalence de l'insécurité alimentaire	28
3.3.7 Profil des ménages en situation d'insécurité alimentaire	32
3.3.8 Situation de mortalité et de nutrition	35
3.4 Priorités d'assistance et autres préoccupations exprimées.....	38
3.5 Conclusions sur la situation nutritionnelle et la sécurité alimentaire.....	38
4. Prévisions et scénarios	40
4.1 Scénario le plus probable	40
4.2 Les pires de scénarios.....	42
5. Recommandations.....	44
Annexes	45
Annex 1. Analyse de la réponse de l'évaluation conjointe du marché de février 2018.....	46
Annex 2. Les seuils de score de consommation alimentaire.....	48

1. Contexte

Les anomalies pluviométriques pendant la saison des pluies de 2017 ont eu un impact négatif sur les moyens de subsistance ruraux de la zone sahéenne du Tchad, en particulier les productions agricole et l'élevage, et risque d'entraîner une détérioration de la sécurité alimentaire, surtout pendant la période de soudure 2018 (juillet à septembre dans les zones pastorales et agropastorales).

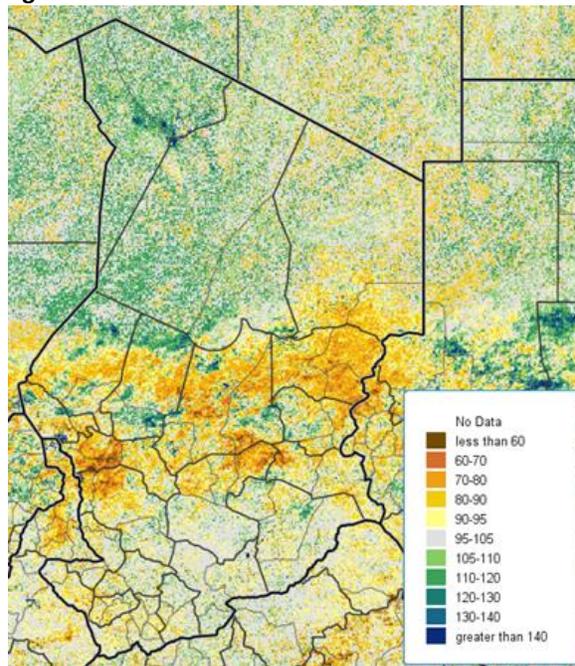
La campagne agro-pastorale 2017/2018 a été caractérisée par un retard des pluies, des séquences sèches observées par endroit et un arrêt précoce des pluies qui n'ont pas favorisé un bon développement des cultures vivrières et du couvert végétal particulièrement dans la zone sahéenne. Les ennemis des cultures tels que les cantharides, les chenilles foreuses de tiges, les chenilles légionnaires, les oiseaux granivores, ont également causé des dégâts sur les cultures de contre-saison, notamment le berbéré. Par contre, dans la zone soudanienne, des pluies intenses ont occasionné l'inondation des champs et pâturages réduisant les rendements et les superficies mises en culture. Cette situation a entraîné au niveau national, une baisse de la production céréalière de 2,1% par rapport à la moyenne quinquennale et de 5,1 % comparée à celle de la campagne précédente. Les baisses les plus importantes de la production céréalière, comparée à la moyenne quinquennale, ont été enregistrées dans les régions de la zone sahéenne. Il s'agit du Wadi Fira (-39%), Kanem (-27,7%), Bahr El Ghazal (-20,5%) et du Batha (-9,4%).

Les déficits fourragers importants et l'assèchement rapide des marres semi-permanentes ont de leur côté entraîné un mouvement précoce des transhumants des régions du Sahel vers la zone soudanienne. Par conséquent, les soudures agricole et pastorale ont été particulièrement précoces cette année.

Les résultats de l'analyse HEA (*Household Economy Approach*) dans 31 départements pourvus de profils ont révélés que 13 départements pourraient connaître des déficits dont trois 3 connaîtront un déficit de survie (Mangalmé, Batha Est et Biltine) et 10 un déficit de protection de moyens d'existence (Guéra, Abtouyou, Mamdi, Fouli, Kaya, Wayi, Kanem, Bahr El Ghazal Nord, Bahr El Ghazal sud et Bahr El Ghazal Ouest).

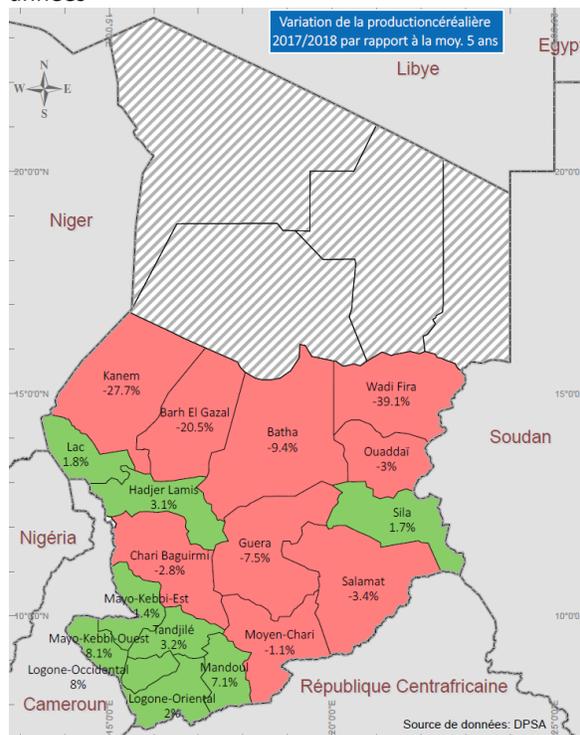
Selon les résultats de l'enquêtes SMART de juillet/août 2017, la prévalence de la malnutrition aigüe globale (MAG), sur le plan national, était 13,9% ; ce qui représente une situation sérieuse. Dans douze (12) régions sur vingt-

Figure 1. Anomalies de NDVI du 1 au 10 octobre 2017



Source : USGS/FEWS NET

Figure 2. Evolution de la production céréalière 2017/18 par rapport à la moyenne des cinq dernières années



Source : DPSA

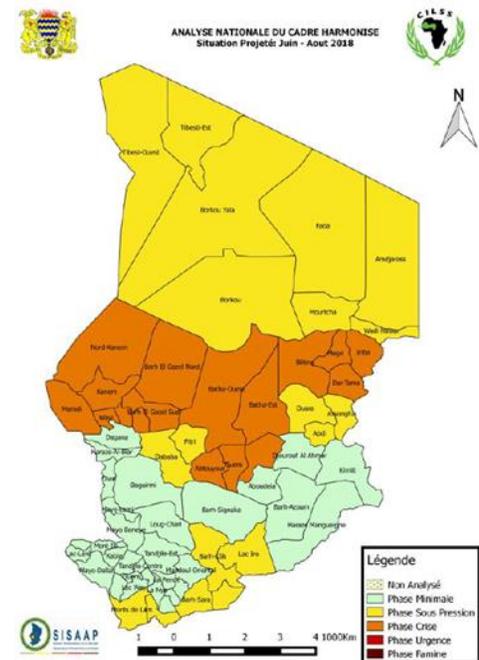
trois (23), la MAG a dépassé le seuil critique de 15% fixé par l'OMS. Quant à la malnutrition aigüe sévère (MAS) on constate que quinze (15) régions ont dépassé le seuil d'urgence de 2%. En plus, les cas d'admissions dans les unités nutritionnelles ont augmenté au premier trimestre 2018 de 64% par rapport à la même période de l'année dernière. Les augmentations les plus élevées ont été enregistrées dans les régions du Ouaddaï, Kanem, Lac et Guera. Cette situation déjà préoccupante, pourrait s'aggraver avec les défis de la sécurité alimentaire cette année et la prochaine période de soudure ; ce qui nécessite un suivi continu de la part des différents acteurs.

Les résultats de l'analyse consensuelle de la situation alimentaire et nutritionnelle selon l'approche du Cadre Harmonisé révèlent pour la période de mars-mai 2018, qu'aucun département n'était en « phase urgence » ou « phase famine », mais 8 départements étaient en « phase crise ». Si des mesures appropriées ne sont pas prises, la situation alimentaire et nutritionnelle pourrait se dégrader en période projetée (juin-août) dans 19 départements (Fouli, Kaya, Mamdi, Wayi, Kanem, Nord Kanem, Wadi Bissam, Bahr El Ghazal Nord, Bahr El Ghazal Sud, Bahr El Ghazal Ouest, Batha Est, Batha Ouest, Abtouyou, Mangalmé, Guéra, Biltine, Mègri, Iriba et Dar Tama (Figure 3). Cette situation d'insécurité alimentaire affecterait plus de 990 706 personnes, dont 34 038 en « phase urgence » et 956 668 en « phase crise ».

Par ailleurs, le département de Djourf Al Ahmar de la région du Sila, bien que classé en « phase minimale » pendant la période de mars à mai et en « phase sous pression » en période projetée (juin à août), constitue un sujet de préoccupation. Au mois de mars, les députés de ce département ont adressé une requête au Ministre en charge de l'Agriculture demandant une intervention d'urgence en faveur de la population.

Globalement, plus de la moitié du pays connaît une situation alimentaire inquiétante. Face à cette situation et tenant compte des recommandations du Comité Technique du CASAGC demandant d'assurer un suivi rapproché de l'évolution de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, le Système d'information durable sur la Sécurité Alimentaire et d'Alerte Précoce (SISAAP) et les partenaires techniques impliqués dans le suivi de la sécurité alimentaire (PAM, FAO et FEWS NET) ont jugé nécessaire d'organiser une évaluation rapide de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, avant la période de soudure, qui permettra d'apprécier davantage les risques et la prévalence de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle courante et proposer des solutions de réponse appropriées.

Figure 3. Résultats de Cadre Harmonisé, situation projetée de juin à août 2018



Source : Cadre Harmonisé, mars 2018

2. Objectifs et méthodologie

2.1 Objectifs

L'objectif global de l'évaluation était de collecter des informations pour apprécier la sécurité alimentaire des ménages et de définir des critères caractérisant les personnes ayant un niveau de vulnérabilité plus élevé. D'une manière spécifique, l'évaluation a permis de collecter de nouvelles données pour :

- Estimer la prévalence de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition ;
- Décrire les profils socio-économiques et autres caractéristiques des ménages affectés ;
- Localiser les zones du pays les plus affectées par l'insécurité alimentaire ;
- Analyser les causes de l'insécurité alimentaire des ménages en relation avec leurs statuts socio-économiques et leurs moyens d'existence ; et
- Fournir des données fiables pour l'analyse du Cadre Harmonisé de juin 2018.

2.2 Méthodologie

Cette évaluation a utilisé deux types de données : primaires et secondaires. La collecte des données primaires a fait auprès des ménages et au niveau des villages échantillonnés. Les informations collectées étaient complétées et/ou soutenues par les données secondaires disponibles ce qui a permis de faire de recoupements concordants avec la situation antérieure et saisir l'ampleur de la situation actuelle. Deux différentes méthodes de collecte de données ont été appliquées dans chaque village :

- Des entretiens en groupe de discussion (focus groups) avec les leaders d'opinion, chefs traditionnels, responsables locaux, personnes ressources, etc. Les informations émanant de ces groupes de discussion ont aidé à situer, de manière globale, les préoccupations des populations des différentes zones. En particulier, les discussions ont permis d'identifier les sources de revenus, la provenance des denrées alimentaires, les stratégies utilisées pour atténuer les chocs, et dans une certaine mesure, une indication sur les groupes des personnes les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire.
- Des entretiens individuels avec les chefs des ménages tirés dans les villages ou leurs représentants pour obtenir des informations sur la vie socio-économique des ménages, leur situation alimentaire ; et suivis de prise des mesures anthropométriques (périmètre brachial et vérification des œdèmes nutritionnels) sur tous les enfants de 6 – 59 mois dans les ménages.

L'échantillon est choisi de telle manière que les résultats de la partie sécurité alimentaire de l'enquête soient représentatifs au niveau des départements administratifs. Tenant compte du niveau de variabilité, du niveau de confiance et de la précision souhaitée, et de l'effet du choix de la méthode de sondage, les tailles de l'échantillon ont été calculées pour les deux volets de l'étude¹. Globalement, la taille de l'échantillon requis pour obtenir les données représentatives pour la sécurité alimentaire a été approximativement de 150 ménages par strate. Cependant, le nombre de ménages permettant d'avoir le nombre suffisant d'enfants pour faire l'analyse nutritionnelle varie de 146 à 760 ménages selon les régions. En répartissant le nombre de ménages de l'échantillon nutrition obtenu au niveau régional de manière équitable entre les différents départements de chaque région, pour la plupart des strates, l'échantillon de 150 ménages ne permet pas toujours de couvrir la taille requise pour le volet sécurité alimentaire conformément aux calculs effectués. Ainsi, par souci d'organisation pratique de la collecte, la taille de l'échantillon des ménages a été ajusté à 198 ménages, ce qui permet d'allouer une même charge de travail aux équipes de terrain avec une même composition. Cette valeur constitue le minimum obtenu pour une des strates concernées par cette étude.

¹ Bien que variable d'une strate à une autre, une prévalence de l'insécurité alimentaire de 50% pour toutes les strates ont été utilisé pour maximiser la taille de l'échantillon. Le niveau de confiance et la précision souhaités sont respectivement de 95% et 5%. L'effet de grappe est estimé à 1.5. La proportion des enfants de 0 – 4 ans et la taille moyenne de ménage dans chaque région sont issues des données du RGPH2.

La méthodologie de l'échantillonnage des ménages consiste en un sondage probabiliste à deux degrés avec comme unité primaire les villages (16 villages par strate) et comme unité secondaire les ménages dans les villages retenus (12 ménages par village). Le choix des ménages sur le terrain a été fait de façon aléatoire grâce à un tirage systématique.

L'enquête a interrogé 4 574 ménages sur les 4 752 prévus, ce qui représente un taux de réalisation de 96%. Des mesures anthropométriques ont également été prises chez 4 396 enfants âgés de 6 à 59 mois. Les ménages ont été répartis dans 24 strates correspondant aux départements suivants : Bahr-El-Gazal Sud, Bahr-El-Gazal Ouest, Bahr-El-Gazal Nord, Batha Ouest, Batha Est, Guéra, Abtouyou, Mangalmé, Dagana, Kanem, Nord Kanem, Wadi-Bissam, Mamdi, Wayi, Fouli, Kaya, Ouara, Abdi, Assoungha, Djourouf Al Amar, Biltine, Dar Tama, Iriba et Mégri.

La collecte des données sur le terrain a été effectuée par les enquêteurs qui sont des agents des services pourvoyeurs d'informations réunis autour du SISAAP (agents des ministères en charge de l'agriculture, de l'élevage, de la santé et autres ministères) et de FEWS NET. Tous les enquêteurs ont été formés pendant trois (03) jours pendant une formation qui s'est déroulée de 3 au 5 mai 2018. La formation comprenait une variété de sujets, y compris le contenu des questionnaires, les techniques d'interview, les techniques de mesures anthropométriques et la manipulation des smartphones. Les équipes de collecte sont constituées de 3 agents enquêteurs et d'un superviseur. L'enquête s'est déroulée du 10 au 18 mai 2018.

Les données recueillies, ont été traitées avec les logiciels SPSS et ENA. Au préalable, il a effectué un nettoyage méticuleux des données durant lequel les informations aberrantes ont été identifiées et traitées. Au cours de ce processus de nettoyage, un certain nombre de ménages et d'enfants ont été exclus de l'analyse en raison de la mauvaise qualité des données. En conséquence, l'analyse de la sécurité alimentaire a été menée sur les données de 4 354 ménages et les données anthropométriques ont concerné 3 407 enfants.

Tableau 1. Cadre d'échantillonnage de l'évaluation

		Ménages prévus	Ménages enquêtés	Ménages analysés	Enfants enquêtés	Enfants analysés
Barh El Gazal	Barh El Gazal Sud	198	191	182	659	474
	Barh El Gazal Ouest	198	195	171		
	Barh El Gazal Nord	198	201	197		
Batha	Batha Ouest	198	189	184	294	
	Batha Est	198	193	182		
Guera	Guera	198	192	182	727	698
	Abtouyou	198	169	169		
	Mangalmé	198	192	188		
Hadjer Lamis	Dagana	198	201	196	201	197
Kanem	Kanem	198	150	144	446	424
	Nord Kanem	198	201	190		
	Wadi-Bissam	198	198	192		
Lac	Mamdi	198	195	182	568	539
	Wayi	198	197	197		
	Kaya	198	191	185		
	Fouli	198	192	189		
Ouaddai	Ouara	198	204	201	630	600
	Abdi	198	191	154		
	Assoungha	198	183	176		
Sila	Djourouf Al Amar	198	193	176	178	
Wadi Fira	Biltine	198	192	188	693	475
	Darh Tama	198	191	181		
	Iriba	198	199	192		
	Mégri	198	174	156		
Total		4752	4574	4354	4396	3407

L'analyse des données ont été basée sur une approche intégrée de présentation des différentes composantes de la sécurité alimentaire (CARI). Elle a consisté à analyser d'abord les indicateurs socio-économiques au niveau du ménage pour mieux appréhender les facteurs contributifs de la sécurité alimentaire. Une analyse des différents chocs subis et

des stratégies d'adaptation des différents types de populations a été aussi fait pour dégager l'impact de ces chocs et de proposer les mécanismes appropriés d'accès alimentaire des ménages. Ensuite, l'analyse a été effectuée sur la consommation alimentaire des ménages et sur un groupe d'indicateurs mesurant la capacité de survie des ménages (dépense, stratégies sur les moyens d'existence). Ces deux aspects de l'insécurité alimentaire ont ensuite été combinés pour déterminer le niveau de sévérité et ampleur de l'insécurité alimentaire. Enfin, les mesures du périmètre brachial ont permis de faire une estimation de la prévalence de la malnutrition aiguë globale (MAG) et de la malnutrition aiguë sévère (MAS) par région. Les informations servant à ces différentes analyses ont été triangulées aussi bien avec les données communautaires qu'avec les informations secondaires disponibles.

2.3 Limites

Dans l'ensemble, la collecte de données s'est bien déroulée sans problème majeur. Cependant, il y a certaines limites à l'évaluation qui doivent être considérées dans la lecture des résultats :

- En raison de certains problèmes logistiques qui ont retardé le départ des enquêteurs dans les régions, les derniers trois jours de collecte de données a coïncidé avec le début du Ramadan (16 mai 2018). Compte tenu de cette difficulté, l'équipe technique a demandé aux énumérateurs d'ajuster les questions relatives au score de consommation alimentaire et score de diversité alimentaire des ménages afin qu'ils demandent au ménages les questions liées au la semaine précédente, juste avant le Ramadan. Bien que les valeurs moyennes du score de consommation alimentaire et du score de diversité alimentaire des ménages des ménages interrogés avant et après le Ramadan ne soient pas grandes, les t-tests effectués pendant l'analyse des données ont montré que ces différences sont statistiquement significatives avec des valeurs moyennes plus faibles ont été enregistrées parmi les ménages interrogés au cours des trois derniers jours de l'évaluation².
- Les problèmes de connectivité d'internet ont limité la transmission des données et le contrôle de leur qualité pendant l'évaluation. Après la collecte des données, une analyse des données nutritionnelles a suggéré que certains enquêteurs ont mal mesuré l'œdème. En conséquence, l'œdème n'a pas été inclus dans l'estimation de MAG et MAS aux zones évaluées. Cependant, étant donné que les enquêtes SMART récentes ont trouvé seulement 1-2 cas d'œdème par région en général, cette omission ne devrait pas biaiser de manière significative les résultats. De même, les données des mesures PB de certains enquêteurs ont été jugées problématiques sur la base des rapports de plausibilité de l'ENA et ont été abandonnés. Par conséquent, les résultats de l'évaluation de Sila et de Batha n'étaient plus statistiquement représentatifs et ne seront pas présentés dans ce rapport.
- Presque tous les ménages pastoraux interrogés (> 90% dans toutes les zones) étaient de nature sédentaire. Par conséquent, cette évaluation ne reflète probablement pas la situation de sécurité alimentaire des ménages transhumants. Le fait que cette évaluation n'ait pas réussi à couvrir les ménages transhumants est probablement dû à une combinaison de la base d'échantillonnage (les listes communautaires des ménages transhumants sont difficiles à tenir à jour) et du fait que les ménages transhumants ne sont pas encore de retour dans la zone sahélienne au moment de l'évaluation.

² Les t-tests de SCA ont montré une différence statistiquement significative ($t(922732) = 47.397, p = 0,000$) entre les ménages interrogés avant ($M = 45,8, SD = 16,8$) et ceux interviewés après ($M = 44,0, SD = 16,0$) début du Ramadan. Des résultats similaires ont été trouvés pour SDAM en comparant les ménages interviewés avant ($M = 5,8, SD = 1,5$) et après ($M = 5,6, SD = 1,5$) le début du Ramadan ($t(922732) = 42.728, p = 0.000$). Cela signifie que ces indicateurs pourraient avoir été légèrement sous-estimés du fait de la collecte d'une partie des données pendant le Ramadan.

3. Résultats

3.1 Caractéristiques du ménage

3.1.1 Démographie

Dans les zones évaluées, la taille moyenne des ménages est de sept personnes, comprenant trois adultes actifs et un enfant âgé de 6 à 59 mois. Un peu plus de la moitié des ménages sont dirigés par un homme (54,9%). L'âge moyen d'un chef de ménage est 41 ans et seulement 26,7% d'entre eux peuvent lire et écrire. La majorité (66,5%) des chefs de ménage sont dans des relations conjugales monogames, alors que 21,9% sont dans des relations conjugales polygames. 7,5% des chefs de ménage sont veufs et 3,6% sont séparés ou divorcés.

3.1.2 Activités génératrices de revenus

La bande sahélienne du Tchad est une zone agropastorale où les moyens de subsistance des ménages dépendent fortement des activités d'agriculture et d'élevage. Les principales cultures sont les céréales pluviales (mil, sorgho, maïs), le sorgho de décrue (berbère) et les cultures de rentes telles que l'arachide, le sésame et le niébé. Compte tenu de la nature pluviale des activités agricoles, elles se déroulent pendant la saison des pluies de juin à septembre. Plus précisément, les activités de semis se déroulent en juin/juillet et les récoltes principales se déroulant entre octobre/novembre. Les récoltes de berbère, culture contre saison sont généralement vers le mois de janvier/février, tandis que les activités maraîchères s'étendent de décembre à mai, selon les régions. Pour les ménages agricoles, la période de soudure au cours de laquelle l'accès à la nourriture est la plus limitée est observée normalement de juillet à septembre.

Les éleveurs transhumants amorcent généralement la descente vers les zones soudaniennes à partir de novembre/décembre et reviennent au nord entre avril et juillet quand les activités agricoles démarrent dans les régions soudaniennes. De plus, l'embonpoint des animaux s'améliore pendant la saison des pluies quand les conditions pastorales deviennent plus favorables. Par conséquent, le pic des ventes de lait s'étale entre août et décembre. En général, les ventes de bétail sont aussi à leur plus haut niveau entre le mois d'août et la fin de l'année compte tenu des bonnes conditions pastorales et de plusieurs fêtes. Pour les éleveurs, la période de soudure où l'accès à la nourriture des ménages est le plus limité s'étend d'avril à juin, juste avant le début de la saison des pluies.

Figure 4. Calendrier saisonnier de la bande sahélienne

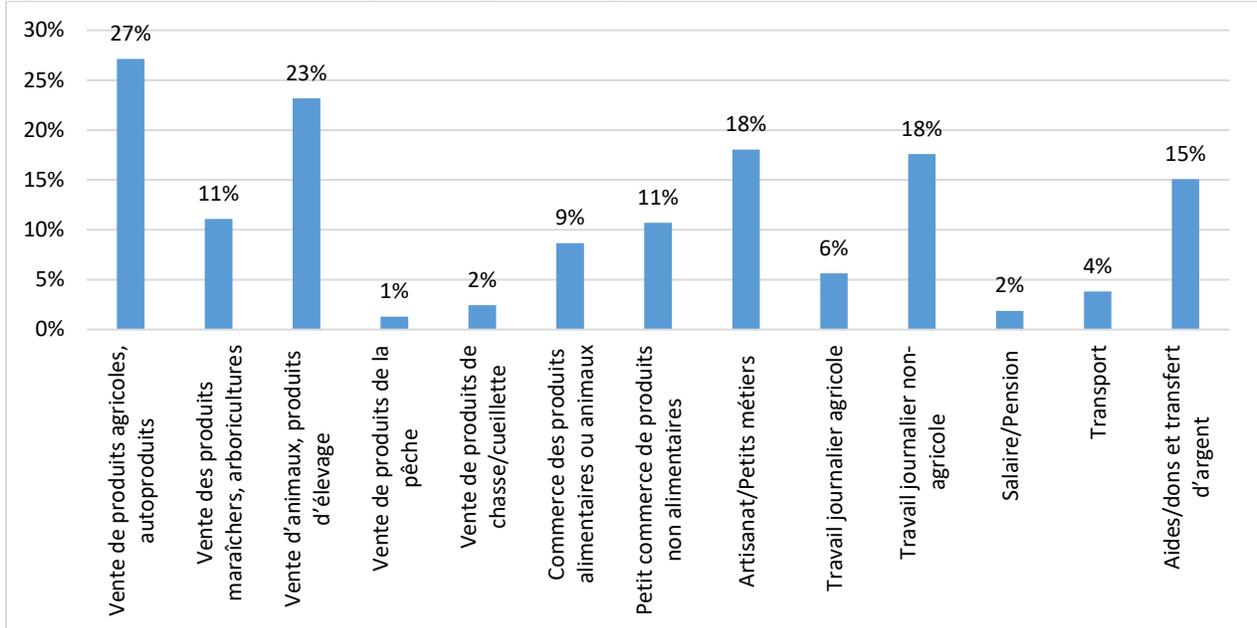
	Janv.	Fév.	Mar	Avril	Mai	Juin	Juill.	Aout	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Saison des pluies												
Préparation des terres												
Semis												
Récolte (principale et berbère)												
Maraîchage de contre saison												
Pic de production de lait												
Migration transhumante												
Migration saisonnière												
Petit commerce												
Période de soudure												

Source : FEWS NET

Au-delà de l'agriculture, les autres sources de revenus pour les ménages sahéliens sont la migration saisonnière, les transferts de migrants de longue durée, le travail occasionnel, la vente de bois de feu et de produits artisanaux, et l'aide humanitaire. Ces activités non agricoles génératrices de revenus se déroulent généralement pendant la saison sèche, entre janvier et juin. En ce qui concerne la migration saisonnière, les mouvements restent généralement dans le pays soit dans la région où vit le ménage, soit dans une autre région du Tchad ou à N'Djamena. Les types de main d'œuvre les plus courants sont la main d'œuvre agricole, la construction, la fabrication de briques et le bouvier.

L'évaluation a révélé que les revenus des ménages ne sont pas très diversifiés et les ménages typiques ont seulement 1 et 2 sources de revenu. Les niveaux de revenu sont notoirement difficiles à estimer avec les enquêtes au niveau des ménages en raison de la nature sensible de ces questions, mais sur la base des résultats de l'EFSA, le revenu médian au cours des trois derniers mois dans les zones évaluées était 75,000 FCFA.

Figure 5. Les sources de revenu (pourcentage de ménages)



Source : EFSA 2018

Figure 6. Pourcentage de la population qui dépend principalement de l'agriculture pour ses moyens d'existence

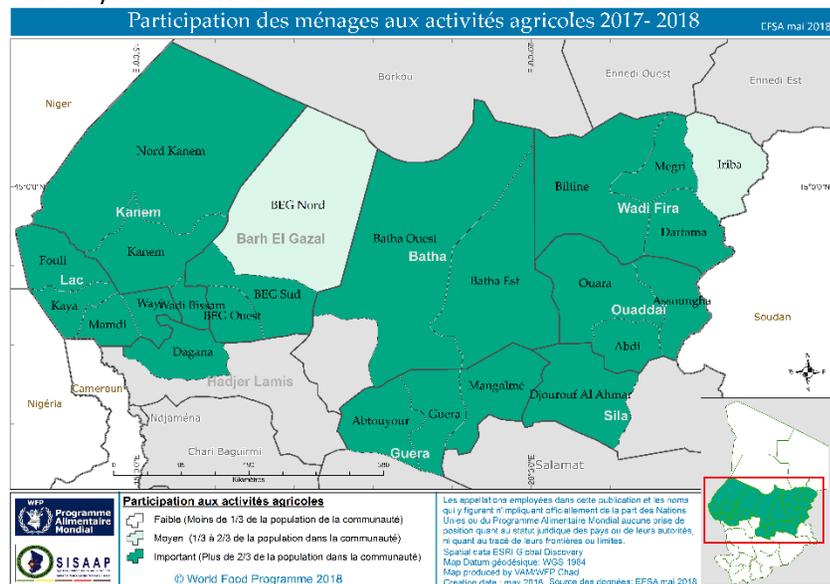


Figure 7. Pourcentage de la population qui dépend principalement de la production animale pour ses moyens d'existence

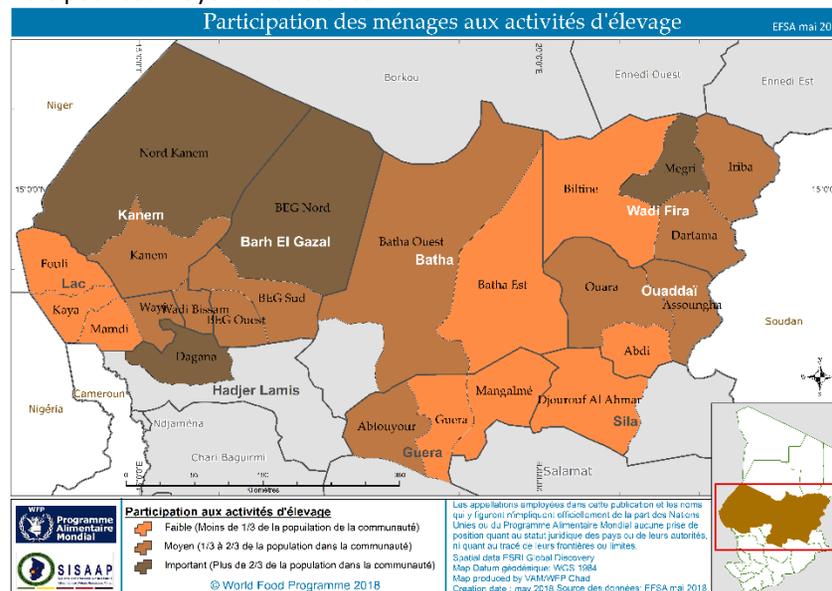


Figure 8. Zones où la production agricole de contre saison sont importantes

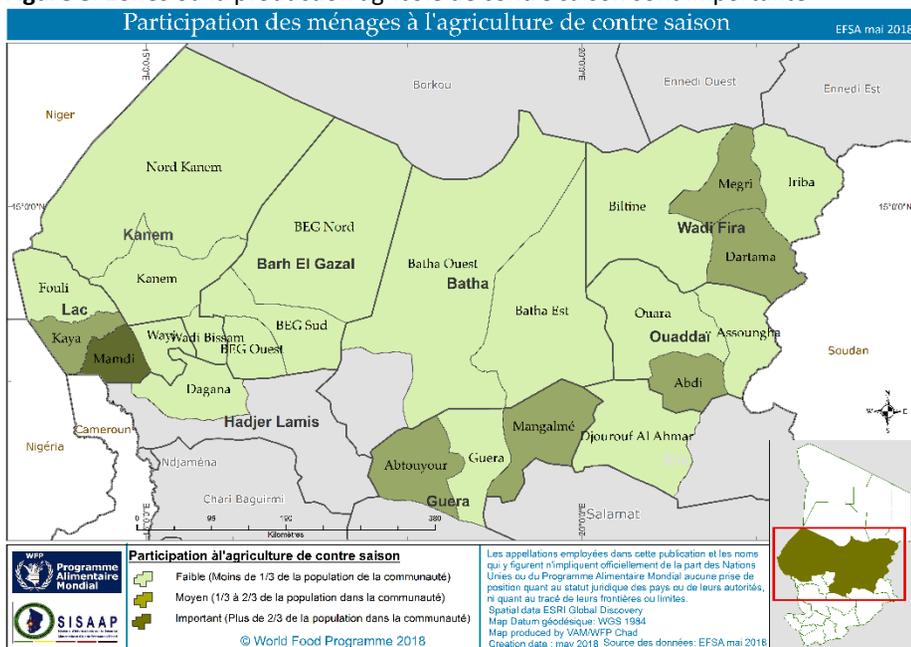
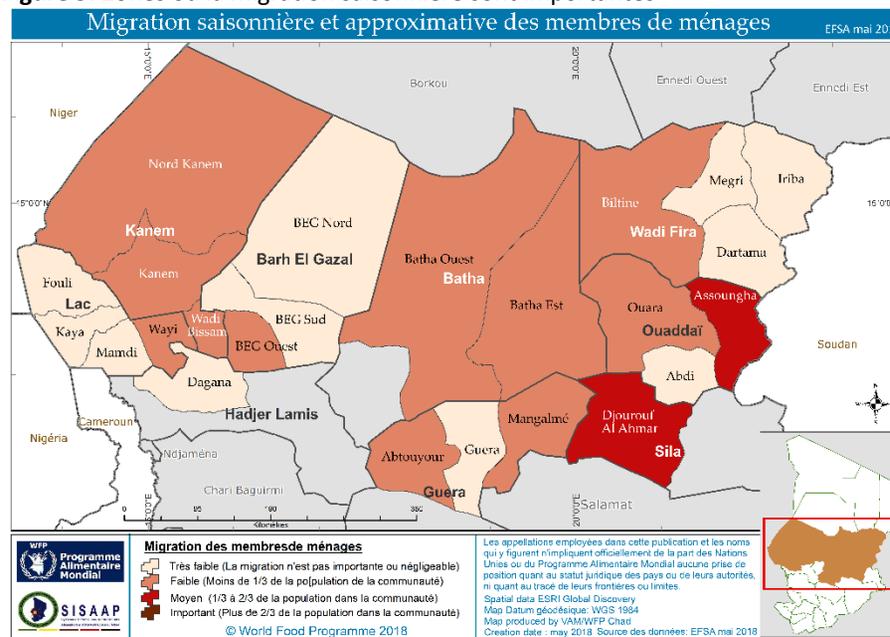


Figure 9. Zones où la migration saisonnière sont importantes



Source : EFSA 2018

3.1.2.1 La production agricole

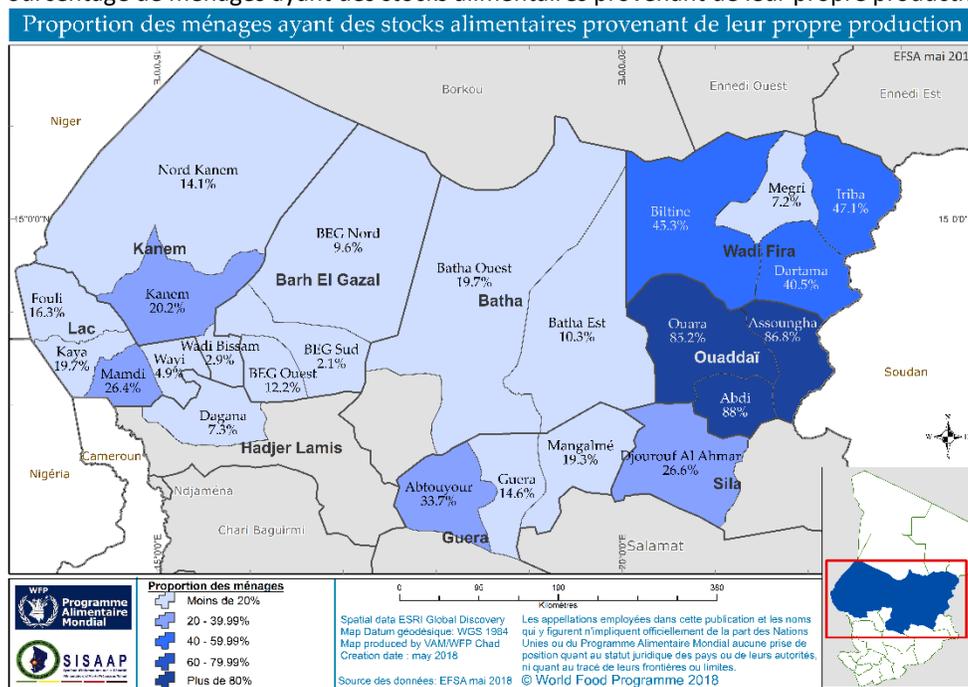
L'évaluation a confirmé que la saison agricole 2017/18 était mauvaise dans une grande partie du Sahel, limitant la disponibilité de nourriture et de revenu pour beaucoup des ménages ruraux.

La saison de pluies a été perturbée par des séquences sèches et s'est terminée précocement, ce qui n'a pas permis aux cultures de bien se développer jusqu'à maturité. De plus, les ravageurs des cultures tels que les oiseaux granivores, les chenilles légionnaires ou foreuses de tige et les sautereaux ont causé d'importantes pertes de récoltes dans plusieurs régions. D'autres contraintes à la production agricole durant la saison 2017/18, selon les communautés interrogées, comprennent la faible fertilité des sols (Nord Kanem, Assoungha et Dar Tama), le manque d'intrants (Bahr El Ghazal Nord, Mamdi) et le manque d'outils (Dagana et Kaya).

Dans les zones (Guera, Ouaddai, Wadi Fira, Lac) où une part importante de la population est impliquée dans la production de contre saison, les communautés ont également signalé que ces récoltes étaient médiocres à moyennes cette année.

La plupart des ménages ruraux du Tchad ne sont pas autosuffisants pour la production céréalière et sont dépendants du marché pendant certaines périodes de l'année après que les stocks issus de leur propre production aient été épuisés. D'après les résultats de l'évaluation, la plupart des ménages n'avaient pas de stocks alimentaires en mai, ce qui est probablement normal pour cette période de l'année. Les exceptions sont Abtouyou, Mamdi, Ouara, Abdi, Assoungha, Djourouf Al Amar, Biltine, Darh Tama et Iriba où plus de 20% des ménages ont déclaré qu'ils ont encore des stocks. Cependant, ces stocks étaient en moyen très bas et ne devraient durer qu'un à deux mois.

Figure 10. Pourcentage de ménages ayant des stocks alimentaires provenant de leur propre production



Source : EFSA 2018

3.1.2.2 Elevage

La production animale est une activité importante en zone Sahélienne, bien que la proportion de la population impliquée dans les activités d'élevage soit plus faible que celle des activités agricoles.

L'évaluation a confirmé que la mauvaise saison des pluies de 2017 a entraîné des niveaux de pâturage inférieurs à la normale et un assèchement précoce des points d'eau de surface. En conséquence, les éleveurs transhumants ont

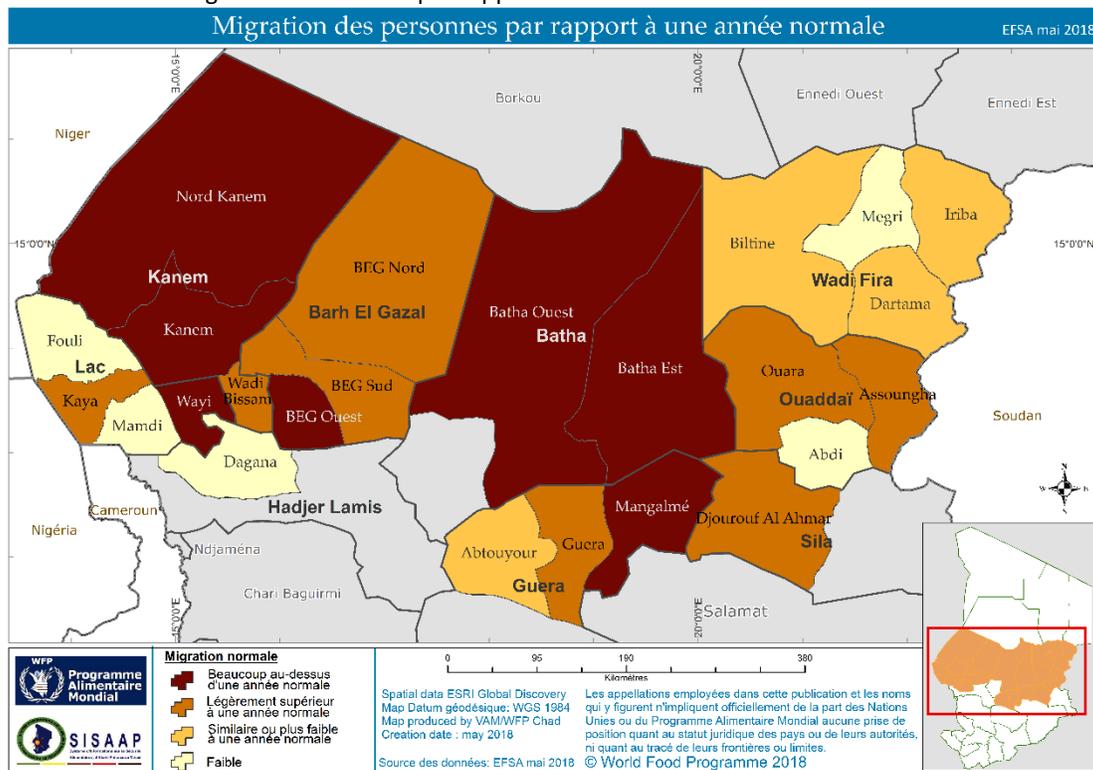
Selon les groupes de discussion, le nombre de personnes migrants pour le travail saisonnier a augmenté cette année par rapport à la normale dans la plupart des régions en raison des problèmes de sécurité alimentaire. De même, la durée moyenne de migration de ces travailleurs a été plus longue que d'habitude. Cependant, les communautés ont indiqué que le montant d'argent que les migrants envoient à leurs familles était plus faible que d'habitude en raison des effets de la crise financière sur les revenus générés aux centres urbains.

The focus group discussion responses were not consistent about whether seasonal migrants have started returning to their communities for the next agricultural season.

Les réponses aux groupes de discussion ont varié quant à savoir si les migrants saisonniers ont commencé à retourner à leurs communautés pour la prochaine saison agricole. Cependant, les communautés ont généralement indiqué que cette année, le nombre de migrants rentrant chez eux pour la prochaine saison agricole était inférieur à la normale.

De même, les transferts monétaires provenant de migrants de longue durée provenaient généralement du Tchad plutôt que de sources internationales (soit de Ndjamen, soit d'autres régions). En ce qui concerne ces envois, les rapports étaient mitigés quant à savoir si les transferts avaient augmenté ou diminué par rapport à la normale. Cela peut être dû à l'effet conjugué de la crise financière (qui limite la capacité des migrants à renvoyer de l'argent) et des besoins locaux accrus en raison de la crise alimentaire (qui encouragerait certains migrants à envoyer plus d'argent que d'habitude à leurs familles).

Figure 12. Niveaux de migration saisonnière par rapport à la normale



Source : EFSA 2018

Les activités de main d'œuvre est une source importante de revenus au Sahel, en particulier pour les populations les plus pauvres et vulnérables. Au cours de l'évaluation, les participants aux groupes de discussion communautaires ont été interrogés sur les principales activités de travail occasionnel dans leurs communautés, ainsi que sur la comparaison des taux de main d'œuvre actuels par rapport à l'année dernière à la même période. Les types de main d'œuvre les plus fréquemment mentionnés par les communautés sont le travail agricole, la construction, la fabrication de briques et le bouvier. Les changements des taux de main d'œuvre par rapport à l'année dernière varient considérablement

d'un département à l'autre, ce qui suggère que la dynamique locale (l'offre et la demande) joue un rôle plus important sur les salaires que les aspects nationaux comme la crise financière.

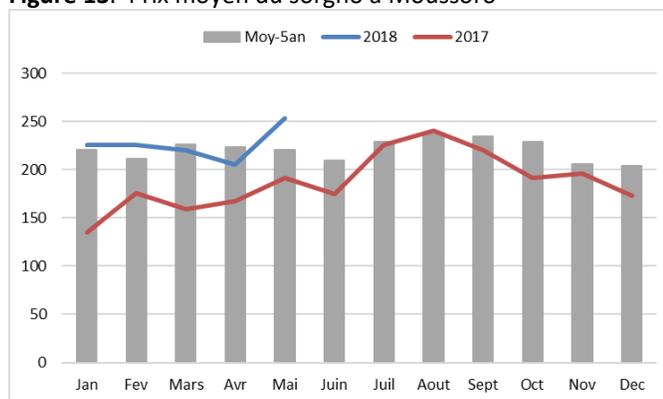
3.2 Situation des marchés

En mai, la plupart des ménages n'ont plus de stocks de produits alimentaires provenant de leur propre production ou ont des niveaux de stocks très bas. Par conséquent, ils sont dépendant du marché, ce qui les rend vulnérables aux dynamiques des marchés locaux et fluctuations des prix alimentaires.

L'objectif de cette évaluation était de collecter des informations sur la sécurité alimentaire et la nutrition et pour cette raison, le niveau d'informations collectées sur le fonctionnement des marchés locaux était limité. Cependant, des questions sur le prix des aliments locaux ont été posées au niveau des communautés, et la plupart des communautés ont signalé que les prix des céréales (mil, sorgho, maïs) ont augmenté par rapport à la même période l'année dernière. Ceci est cohérent avec les données de prix disponibles des sources secondaires qui montrent que les prix des produits céréaliers sur la plupart des marchés sont légèrement supérieurs aux niveaux de l'année dernière, bien qu'ils soient dans le plupart des cas similaires à la moyenne quinquennale. Une exception notable à la tendance de la stabilité relative par rapport à la moyenne quinquennale, est le marché de Moussoro à Bahr El Ghazal où les prix ont augmenté pour tous les produits céréaliers.

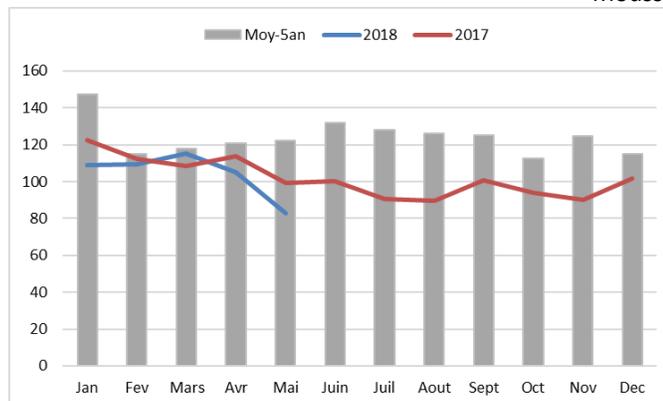
Malgré ces prix relativement stables des céréales, le pouvoir d'achat des ménages est limité en raison de revenus des ménages inférieurs à la moyenne. Ceci est particulièrement le cas pour les ménages agropastoraux et pastoraux au centre et l'ouest du Sahel qui vendent du bétail parce que les prix du bétail sur de nombreux marchés sont bien inférieurs à la moyenne en raison de la faiblesse de la demande interne causée par la crise financière. Par exemple, les prix d'ovin à Mao en Kanem ont diminué de 33% par rapport à la moyenne quinquennale, selon les données de FEWS NET. À leur tour, les termes de l'échange bétail-céréales, qui reflètent la quantité de céréales que la vente d'un animal peut permettre d'acheter, sont aussi inférieurs à la moyenne, ce qui limite le pouvoir d'achat des éleveurs. Comme le montre la Figure 14, les termes de l'échange ovin-sorgho à Mao est en baisse de 32% par rapport à la moyenne quinquennale. Pendant ce temps, à la zone est du Tchad, tels que Wadi Fira et Ouaddai, les prix du bétail n'ont pas connu les fortes baisses observées dans d'autres régions. A Abéché, par exemple, les prix des ovins et les termes de l'échange ovin-sorgho sont stables par rapport à la moyenne quinquennale.

Figure 13. Prix moyen du sorgho à Moussoro



Source : FEWS NET

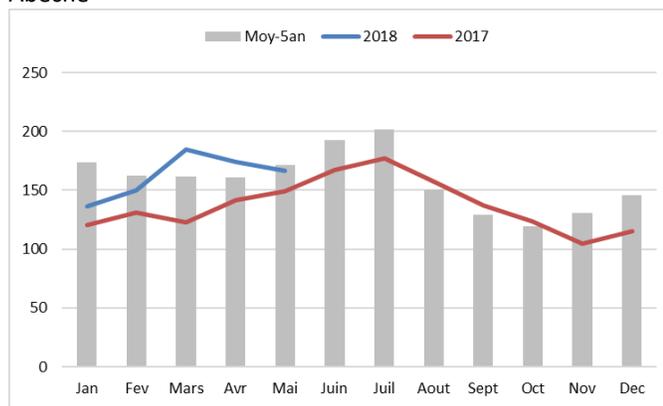
Figure 14. Termes de l'échange ovin / sorgho moyennes à Moussoro



Source : FEWS NET

Cette évaluation n'a pas permis de recueillir suffisamment d'informations sur le fonctionnement des marchés pour effectuer une analyse de la réponse pour les programmes de transferts monétaires. Toutefois, une analyse de la réponse des marchés sahéliens a été faite en février 2018 par SISAAP, DPAS/SIM des Produits Agricoles, DEPSA/SIM Bétail, CILSS, PAM, FEWS NET, et FAO, et un résumé de ces conclusions peut être trouvé en Annexe X.

Figure 15. Termes de l'échange ovin / sorgho moyennes à Abéché



Source : FEWS NET

3.3 Situation de la sécurité alimentaire

Afin de classer les ménages en fonction de leur niveau d'insécurité alimentaire et de développer des estimations pour la population souffrant d'insécurité alimentaire, le PAM utilise l'approche consolidée pour la présentation des indicateurs de la sécurité alimentaire (CARI). Le méthodologie CARI crée un indice en combinant des indicateurs liés à la consommation alimentaire actuelle (basée sur la score de consommation alimentaire) et la capacité d'adaptation des ménages (basée sur les stratégies d'adaptation liées aux moyens d'existence et la vulnérabilité économique). Pour être transparent, les résultats de l'analyse CARI sont généralement présentés dans une console qui montre les valeurs de l'indice décomposés en ses composants individuels.

L'approche CARI classe les ménages selon une échelle de classification en quatre niveaux : sécurité alimentaire, insécurité alimentaire limitée, insécurité alimentaire modérée et insécurité alimentaire sévère. Une description de l'insécurité alimentaire à chacun de ces niveaux peut être trouvée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2. Description de l'insécurité alimentaire à chacun des niveaux de la méthodologie CARI

Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire limitée	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère
Ménage capable de satisfaire ses besoins alimentaires et non alimentaires essentiels sans recourir à des stratégies d'adaptions atypiques.	Ménage qui a une consommation alimentaire tout juste adéquate sans recourir à des stratégies d'adaptions irréversibles. Ne peut pas se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles.	Ménage qui a une consommation alimentaire déficiente OU qui ne peut satisfaire ses besoins alimentaires minimaux sans recourir à des stratégies d'adaptions irréversibles.	Ménage qui a une consommation alimentaire très déficiente OU qui connaît une perte très importante de ses moyens d'existence qui vont conduire à des déficits importants dans sa consommation alimentaire OU pire.

En plus de la CARI, le Cadre Harmonisé est un cadre analytique utilisé pour analyser la situation de sécurité alimentaire et de nutrition actuelle et projetée aux régions de l'Afrique de l'Ouest, ainsi qu'estimer la sévérité et l'ampleur de l'insécurité alimentaire dans la région. Typiquement, le Cadre Harmonisé développera une carte qui montrant la sévérité de l'insécurité alimentaire dans les différentes zones, des tableaux montrant le nombre de personnes confrontées à différents niveaux d'insécurité alimentaire, et rapport qui discutant les principales causes de l'insécurité alimentaire dans la région.

Selon la méthodologie du Cadre Harmoniser, les analystes classent les ménages et les zones en utilisant un système de classification de cinq niveaux : Minimale (Phase 1), Sous Pression (Phase 2), Crise (Phase 3), Urgence (Phase 4) et Famine (Phase 5). Pour effectuer ces classifications, la méthodologie de Cadre Harmonisé ont des seuils pour les principaux indicateurs de résultats de la sécurité alimentaire. Pour plus d'informations sur ces seuils, consultez [le manuel Cadre Harmonisé](#).

Normalement, les analyses du Cadre Harmonisé sont menées conjointement avec les acteurs clés de la sécurité alimentaire lors d'un atelier d'analyse. Cependant, comme un atelier complet n'était pas possible à ce moment, une analyse compatible a été réalisée en utilisant les seuils IPC / CH au niveau du ménage afin de développer des estimations de la population d'insécurité alimentaire au Tchad.

Dans cette section du rapport, les résultats actuels de la sécurité alimentaire dans la bande sahélienne seront examinés. Premièrement, les résultats seront examinés à travers plusieurs indicateurs clés de sécurité alimentaire : score de consommation alimentaire (SCA), score de diversité alimentaire des ménages (SDAM), indice de stratégies d'adaptation réduit (rCSI), stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence, et la vulnérabilité économique. Cette discussion sera ensuite suivie d'une présentation de la prévalence et de la sévérité de l'insécurité alimentaire au Tchad en utilisant les deux approches : le CARI et l'analyse compatibles du Cadre Harmonise. Enfin, cette section se terminera par un examen du profil de la population souffrant de l'insécurité alimentaire, ainsi que des résultats nutritionnels de l'évaluation.

3.3.1 Score de consommation alimentaire

La diversité alimentaire et la fréquence de consommation sont des aspects importants de la sécurité alimentaire. Pour mieux comprendre ces deux aspects, des questions ont été posées aux ménages sur le nombre de jours au cours des sept derniers jours qu'ils ont consommé divers groupes d'aliments. Ces données ont ensuite été pondérées, en utilisant des informations sur l'apport nutritionnel de chaque groupe d'aliments, pour développer un score de consommation alimentaire (FCS).

Une fois que le score de consommation alimentaire de chaque ménage a été calculé, il a ensuite été classé dans l'un des trois groupes (consommation alimentaire pauvre, limite ou acceptable) sur la base de seuils standards, comme indiqué dans le Tableau 3. Il faut noter que ces seuils standards sont souvent ajustés dans les zones où le sucre et l'huile sont fréquemment consommés par tous les groupes de richesse, étant donné que ces deux groupes alimentaires consommés très fréquemment peuvent biaiser le SCA à des niveaux beaucoup plus élevés même si la consommation de ces groupes contribue très peu à la qualité de la diète d'un point de vue nutritionnel. Dans le cas du Tchad, ces seuils ajustés pour le sucre et l'huile sont utilisés. Une analyse confirmant la pertinence de ces seuils ajustés dans le contexte tchadien peut être trouvée à l'annexe 2.

Tableau 3. Seuils du score de consommation alimentaire

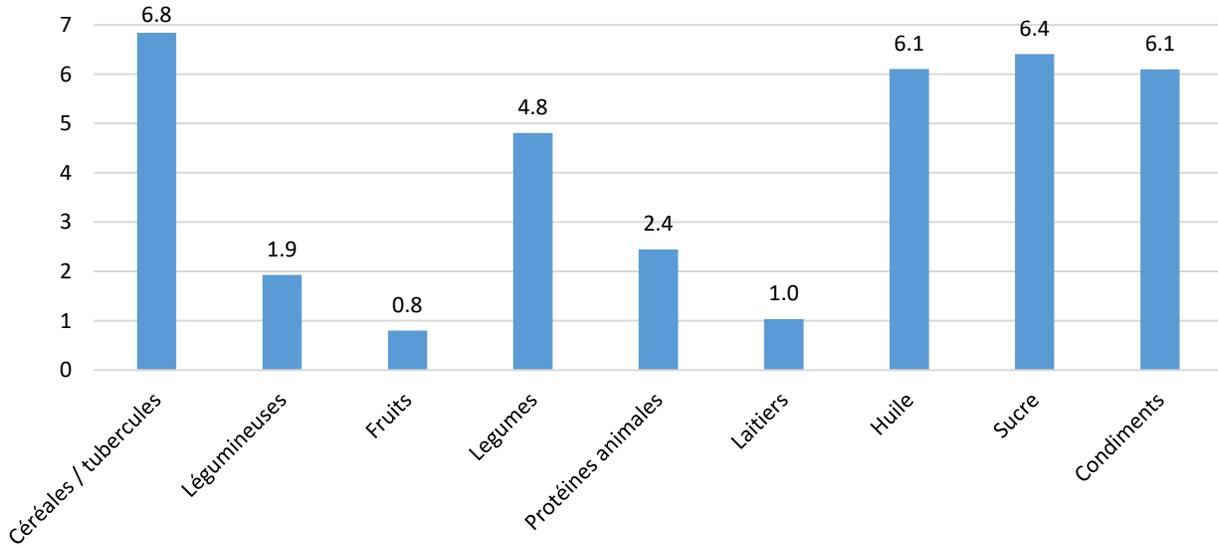
	Seuils standards	Seuils ajustés pour le sucre et l'huile
Acceptable	>35	>42
Limite	21.5 - 35	28.5 - 42
Pauvre	0 - 21	0 - 28

De plus, les données de consommation alimentaire collectées ont également permis une analyse supplémentaire sur la consommation de chaque ménage en micro et macronutriments clés (protéines, vitamine A et fer **hématique**), en utilisant la méthodologie *Score de consommation alimentaire : analyse de la qualité nutritionnelle (FCS-N)*

Comme le montre la Figure 16, les groupes alimentaires les plus consommés à travers le Sahel sont les céréales et les tubercules (consommés, en moyenne, 6,8 fois par semaine), l'huile (6,1 fois), le sucre (6,4 fois) et les condiments (6,1 fois). Les légumes sont également consommés fréquemment, en moyenne, 4,8 fois par semaine. La consommation de légumineuses, de fruits, de viande / poisson et de lait est relativement moins fréquente. La plupart des départements ont suivi des tendances similaires, bien que les exceptions incluent Dagana, Mamdi et Foulï où la consommation de viande / poisson était presque tous les jours. En outre, le Bahr El Ghazal Nord a connu une

consommation de légumineuses particulièrement faible, bien il était un peu compensé par une consommation de lait plus fréquente.

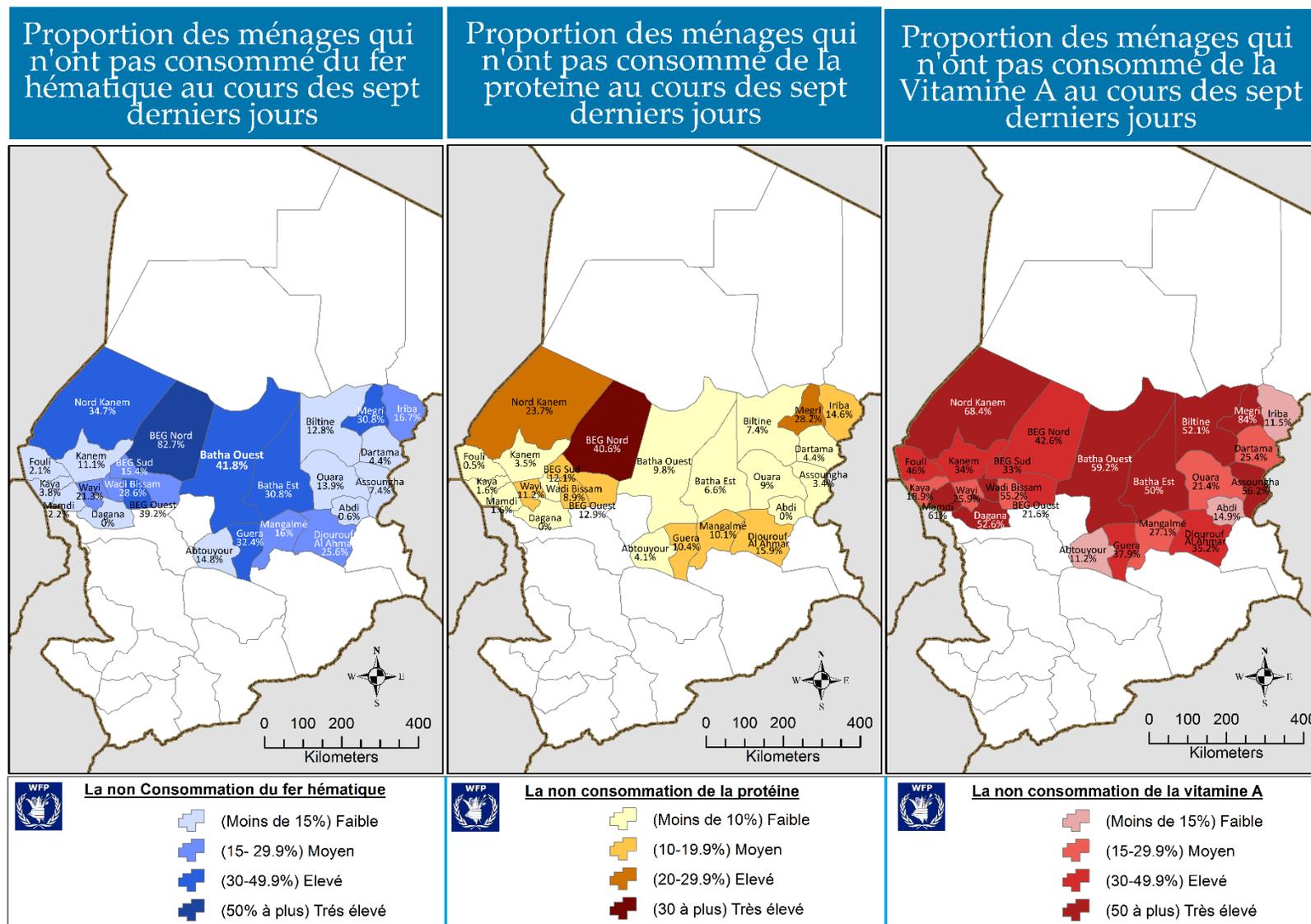
Figure 16. Nombre moyen de jours pendant le dernier sept jours que les divers groupes d'aliments ont été consommés



Source : EFSA 2018

De plus, les graphiques 16 à 18 montrent la fréquence de consommation de micronutriments et macronutriments clés (protéines, vitamine A et fer **hématique**) dans la zone. En général, la consommation de vitamine A était relativement faible, 39% des ménages n'ont pas consommé des aliments riches en vitamine A au cours de la dernière semaine. La consommation de protéines et de fer héminique était légèrement meilleure résultant du fait que seulement 8,1% des ménages n'ont pas consommé des aliments riches en protéines et 17,5% n'ont pas consommé d'aliments riches en fer **hématique**.

Figure 17. Pourcentage de ménages qui n'ont pas consommé d'aliments riches en fer hémétique, protéine, et vitamine A au cours de la dernière semaine

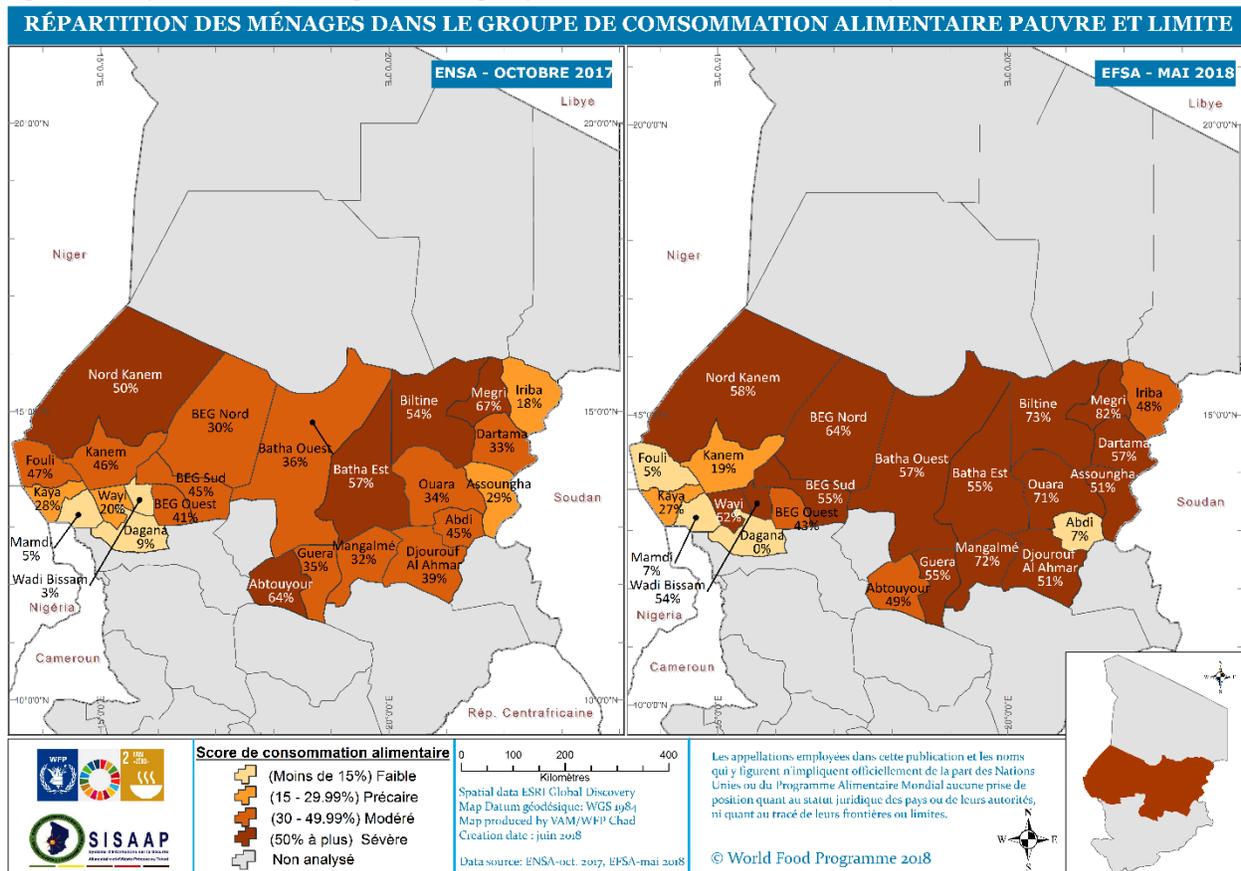


Source : EFSa 2018

Dans l'ensemble, 15,6% des ménages des zones enquêtées ont un score de consommation alimentaire pauvre, tandis que 33,5% ont une consommation alimentaire limitée. Cependant, au niveau départemental, des variations très importantes ont été observées. Par exemple, 100% des ménages de Dagana a eu une consommation alimentaire acceptable pendant que 70% des ménages ont eu une consommation alimentaire pauvre ou limite à Mangalmé, Ouara, Biltine et Méгри.

Comme le montrent le graphique 18, la majorité (15) des 24 départements évalués ont constaté une augmentation du pourcentage de ménages ayant une consommation alimentaire limitée ou pauvres par rapport aux résultats de l'ENSA d'octobre 2017. Cependant, les scores de consommation alimentaire dans quatre départements (Bahr El Ghazal Ouest, Batha Est, Mamdi et Kaya) étaient relativement stables alors que les scores de consommation alimentaire se sont améliorés dans cinq départements (Abtouyou, Kanem, Fouli, Dagana, et Abdi). Ces améliorations se justifient par un certain nombre de facteurs dont l'assistance alimentaire, la production de contre saison, les retombées positives de la forte migration, et la persistance des stocks résiduels, selon la zone.

Figure 18. Répartition des ménages dans le groupe de consommation alimentaire pauvre et limite



Source : EFSA 2018

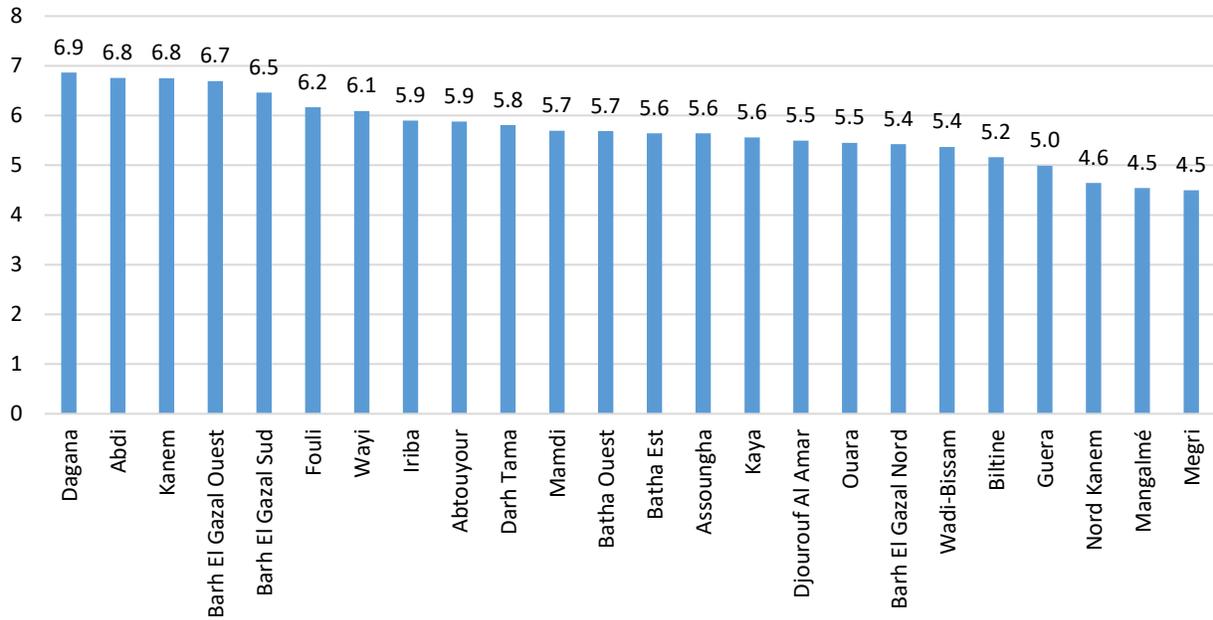
3.3.2 Score de diversité alimentaire des ménages

Le score de diversité alimentaire des ménages est un indicateur qui reflète le nombre de groupes alimentaires (sur un total de 12 groupes) consommés par un ménage pendant le jour et la nuit précédant la collecte des données. Comme le score de consommation alimentaire et le score de diversité alimentaire des ménages sont tous les deux des indicateurs qui reflètent la diversité alimentaire, ils sont fréquemment corrélés.

Selon les résultats de l'enquête, les départements de Dagana, Abdi et Kanem affichaient les scores moyens de diversité alimentaire les plus élevés (6,8-6,9 groupes alimentaires) tandis que Nord Kanem, Mangalme et Megri ont les scores les plus faibles (4,5 - 4,6 groupes alimentaires).

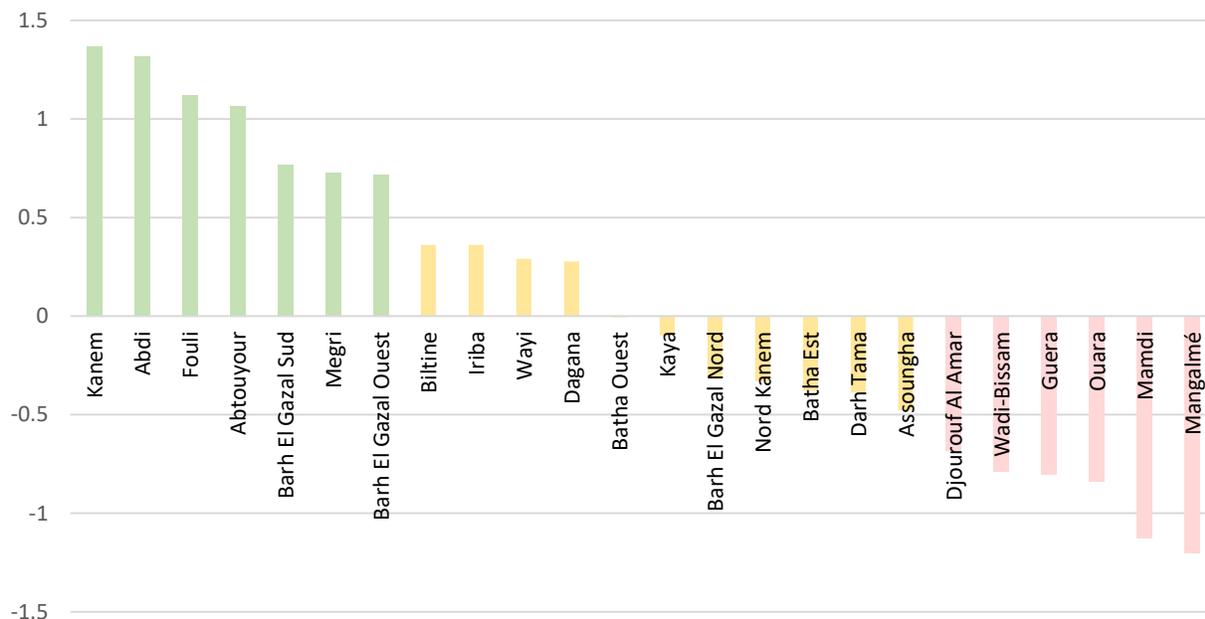
Par rapport aux niveaux d'octobre 2017, les changements du score moyen de diversité alimentaire des ménages varient d'une zone à l'autre. Plus spécifiquement, le SDAM s'est amélioré dans sept départements (Kanem, Abdi, Fouli, Abtouyouur, Bahr El Ghazal Sud, Megri, et Bahr El Gazal Ouest) et a diminué au six départements (Djourouf Al Amar, Ouadi-Bissam, Guéra, Ouara, Mamdi, et Mangalme Dans les reste des départements, le SDAM moyen est relativement stable pendant cette période.

Figure 19. Score moyen de score de diversité alimentaire des ménages



Source : EFSA 2018

Figure 20. Changement du score moyen de diversité alimentaire des ménages par rapport à octobre 2017



Source : EFSA 2018

3.3.3 Indice de stratégie d'adaptation réduit

Quand les ménages rencontrent des difficultés pour satisfaire leurs besoins alimentaires, ils recourent souvent à des stratégies basées sur la consommation alimentaire. L'indice réduit des stratégies d'adaptation est un indicateur de sécurité alimentaire qui reflète cinq de ces stratégies considérées universellement pertinentes dans le monde entier :

- Consommer des aliments moins préférés ou moins chers
- Emprunter de la nourriture ou compter sur l'aide d'amis ou de parents
- Limiter la taille des portions pendant des repas
- Restreindre la consommation des adultes pour que les enfants puissent manger
- Réduire le nombre de repas par jour

Au cours des entretiens au niveau des ménages, ils ont été interrogés sur la fréquence à laquelle ils ont utilisé chacune de ces stratégies au cours des sept derniers jours en réponse à des difficultés alimentaires. Ces données ont ensuite été pondérées en fonction de la sévérité de chaque stratégie pour développer l'indice de stratégies d'adaptation réduit (rCSI). Une rCSI plus élevée reflète un recours plus fréquent à chacune des stratégies et donc une plus grande probabilité d'insécurité alimentaire au sein du ménage.

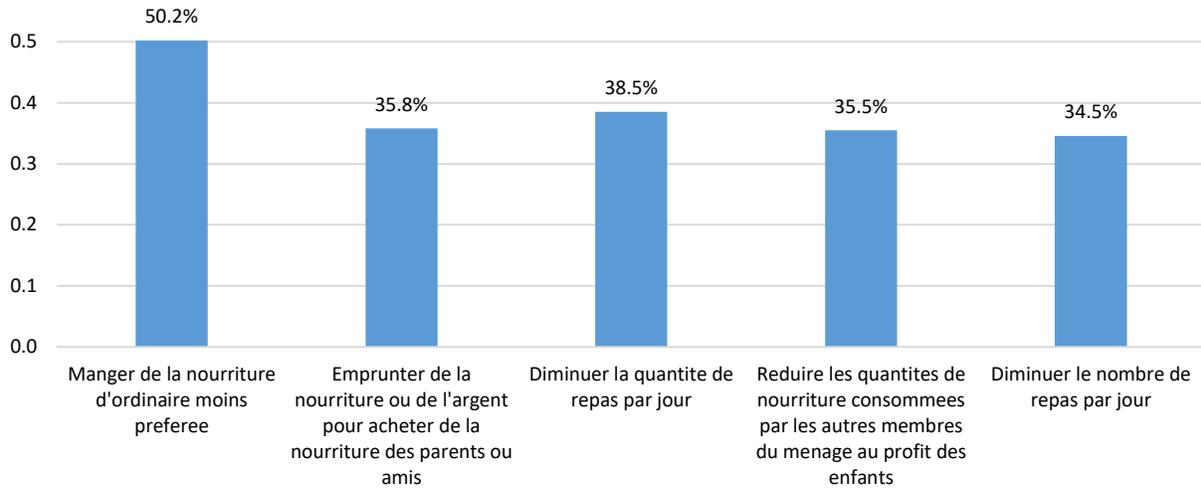
Au Sahel, la stratégie d'adaptation la plus fréquemment citée est la consommation des aliments moins chers et moins préférés, rapportés par la moitié de la population. Les quatre autres stratégies d'adaptation ont également été fréquemment signalées par environ un tiers de la population.

Au niveau départemental, les niveaux les plus élevés de rCSI ont été observés au Guera (rCSI moyen : 15,8), Bahr El Ghazal Nord (12,5), Mangalme (11,5), Biltine (11,6) et Djourouf Al Amar (10,7). Pendant ce temps, la plus faible rCSI moyenne a été signalée chez Dagana (1,8) Abdi (2,5), et Kobe (2,9).

Par rapport aux données de l'évaluation ENSA d'octobre 2017, le rCSI moyen a augmenté dans 10 départements (Bahr-El-Gazal Ouest, Bahr-El-Gazal Nord, Batha Ouest, Batha Est, Guéra, Mangalmé, Wadi-Bissam, Mamdi, Djourouf Al Amar, et Biltine), était stable à quatre départements (Kanem, Nord Kanem, Wayi, Dagana), et a diminué au 10

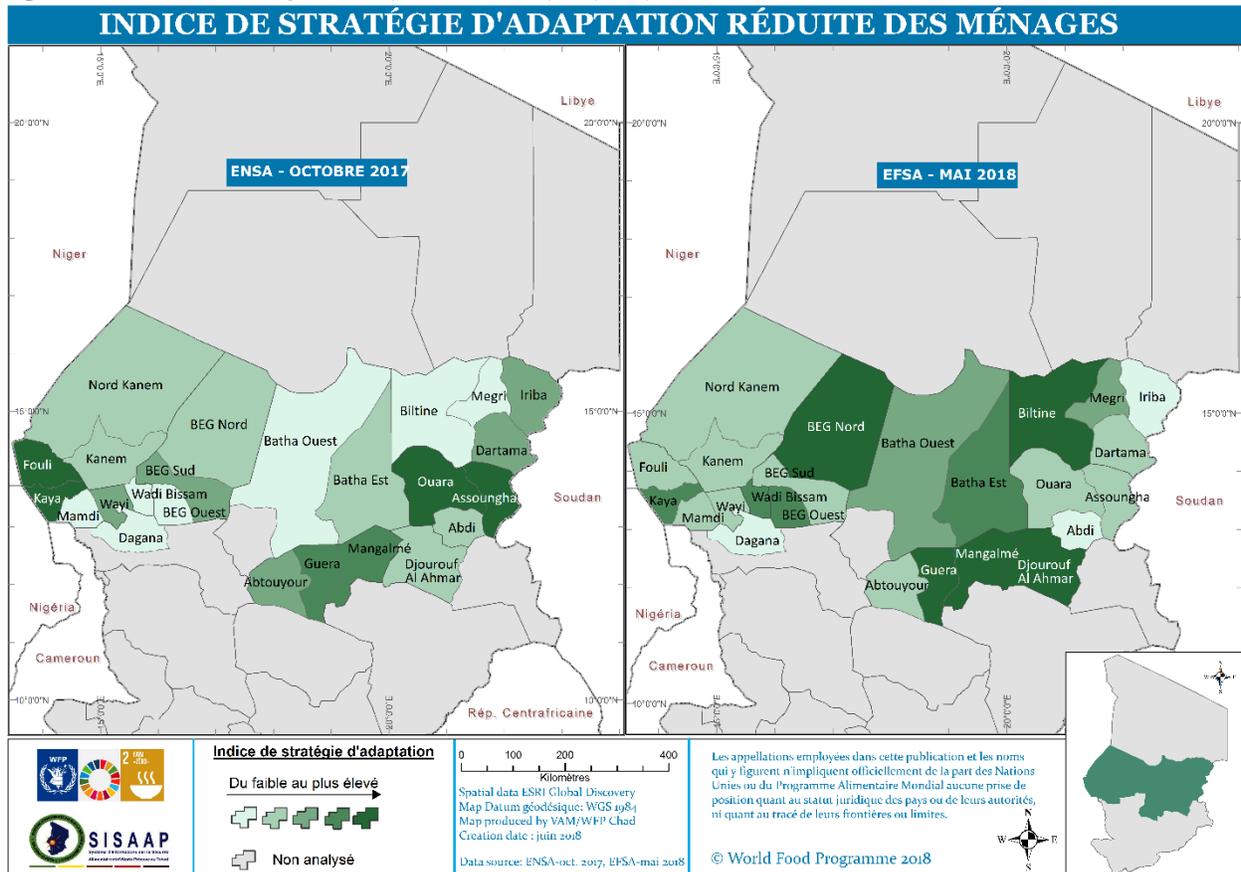
départements (Bahr-El-Gazal Sud, Abtouyou, Fouli, Kaya, Ouara, Abdi, Assoungaha, Dar Tama, Kobé, Méгри). La plus forte augmentation de rCSI a été observée au Biltine. La Figure 22 illustre ces changements de rCSI moyen entre octobre 2017 et mai 2018.

Figure 21. Pourcentage de la population qui a indiqué d'avoir utilisé des stratégies d'adaptation au cours des sept derniers jours



Source : EFSA 2018

Figure 22. Indice de stratégies d'adaptation réduit (rCSI) moyen



Source : EFSA 2018

3.3.4 Stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence

En plus des stratégies d'adaptation à court terme basées sur la consommation alimentaire, les ménages en situation d'insécurité alimentaire peuvent également s'engager dans des stratégies d'adaptation négatives basées sur les moyens de subsistance afin d'essayer de compenser leurs difficultés alimentaires. Bien que ces stratégies puissent permettre des ménages de satisfaire leurs besoins alimentaires en court terme, elles ont souvent des conséquences négatives sur la capacité des ménages à générer des revenus futurs et à faire face à des chocs.

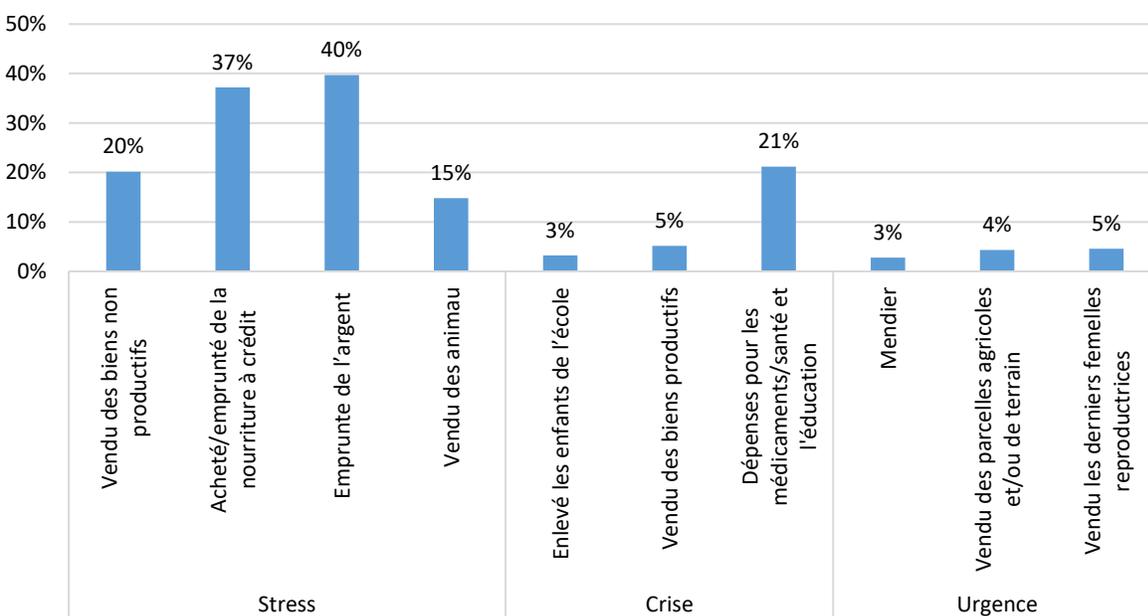
Cette évaluation a interrogé les ménages sur leur utilisation de dix stratégies d'adaptation basées sur les moyens de subsistance. La sélection de ces stratégies étaient fondées sur des normes culturelles et leurs impacts sur la résilience future des ménages. Comme le montre le tableau ci-dessous, quatre de ces stratégies sont le niveau de stress, tandis que trois sont le niveau de crise et trois sont de niveau d'urgence.

Tableau 4. Stratégies d'adaptation au niveau de stress, crise, and urgence

Niveau	Stratégie d'adaptions
Stress	Vendre des biens non productifs (ex. mobilier, bijoux, etc.)
	Emprunter de l'argent
	Acheter/emprunter de la nourriture à crédit
	Vendre des animaux (déstockage c'est-à-dire vendre plus que d'habitude)
Crise	Réduire les dépenses de santé et d'éducation
	Enlever les enfants de l'école
	Vendre des biens productifs (ex. charrette, charrue, semences, etc.)
Urgence	Envoyer des membres des ménages mendier
	Vendre des parcelles de terrain
	Vendre les dernières femelles reproductrices

Au Sahel, le recours à des stratégies d'adaptation négatives était assez courant. Dans l'ensemble, 9,7% des ménages ont engagés des stratégies d'adaptation d'urgence au cours des 30 derniers jours. En outre, 18,3% des ménages ont eu recours à des stratégies de crise, tandis que 33,7% ont utilisé des stratégies de stress. Les stratégies d'adaptation les plus fréquents sont d'emprunter de l'argent (39,7%) et acheter de la nourriture à crédit (37,2%). La réduction des dépenses liées à la santé et à l'éducation (21,1%) et la vente d'actifs non productifs (20,1%) sont aussi fréquemment utilisés.

Figure 23. La prévalence des stratégies d'adaptation basées sur les moyens de subsistance

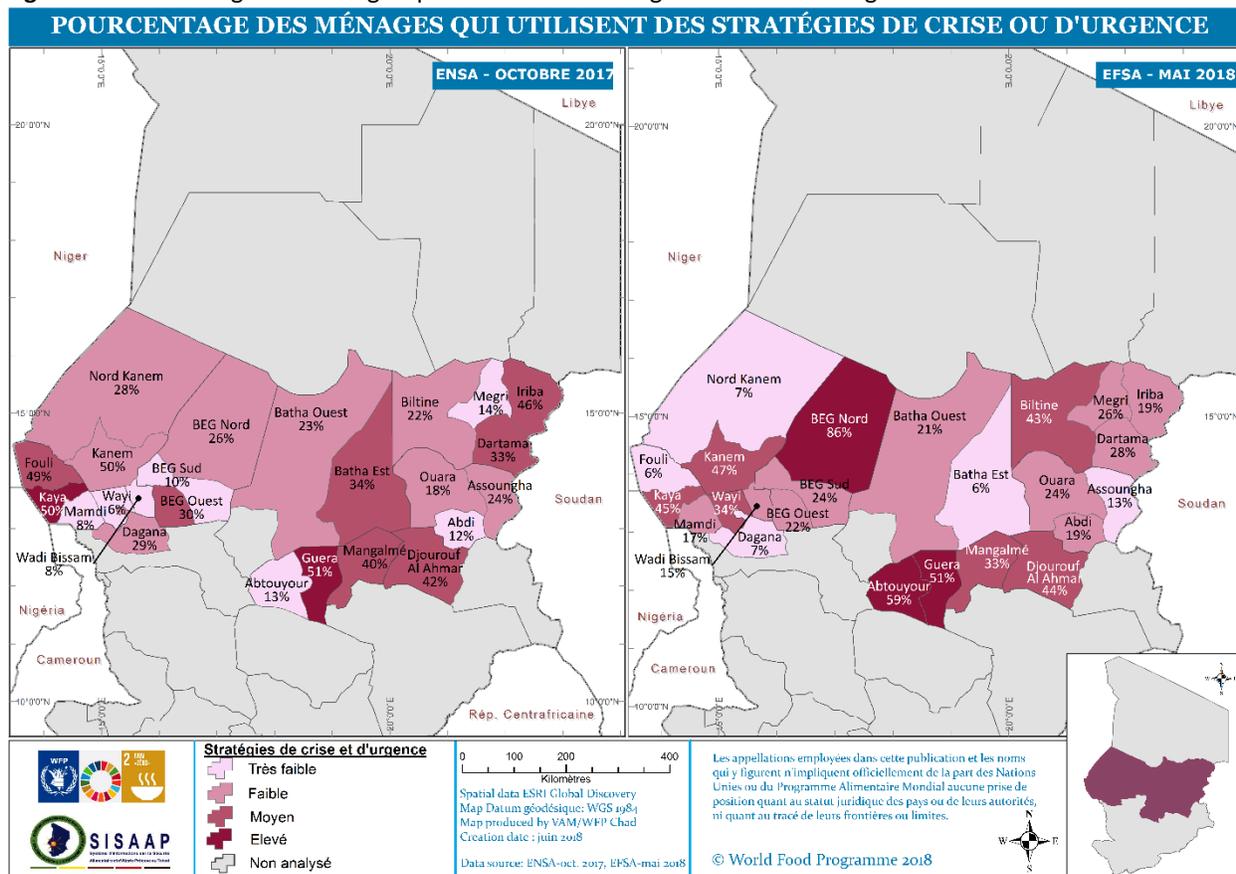


Source : EFSA 2018

Au niveau départemental, Bahr El Ghazal Nord, Abtouyou, et Guéra ont le pourcentage le plus élevé de ménages ayant fait recours aux stratégies d'adaptation de crise ou d'urgence avec 85,8%, 58,6% et 50,5%, respectivement. Batha Est (6%), Dagana (7,1%), Nord Kanem (6,8%) et Fouli (5,8%) sont les départements ayant le plus faible pourcentage de ménages qui utilise ces stratégies. Considérant l'utilisation des stratégies les plus sévères (niveau d'urgence), la prévalence la plus élevée a été observée à Bahr El Ghazal Nord (52,8%), Guera (26,4%) et Wayi (18,8%).

Par rapport de l'ENSA d'octobre 2017, le pourcentage de ménages qui utilisent les stratégies d'urgence ou de crise a augmenté dans onze départements, est resté stable dans trois départements et a diminué dans dix départements. Les plus fortes hausses ont été observées à Bahr El Ghazal Nord (+ 60%) et à Abtouyou (+ 46%). La figure 24 illustre ces changements au niveau départemental.

Figure 24. Pourcentage des ménages qui utilisent des stratégies de crise ou d'urgence



Source : EFS 2018

3.3.5 Vulnérabilité économique

Un autre indicateur fréquemment utilisé dans les analyses de la sécurité alimentaire est la part des dépenses totales des ménages consacrées à l'alimentation. Ce pourcentage est généralement utilisé pour refléter la vulnérabilité économique des ménages parce que les ménages qui consacrent davantage de ressources aux dépenses alimentaires, sont généralement plus vulnérables aux chocs liés à l'accès à la nourriture (ex : augmentation des prix) que les ménages qui dépensent moins. Pour cette analyse, les ménages seront classés dans l'un des quatre groupes avec les ménages dépensant plus de 75% de leurs dépenses pour des aliments considérés comme les plus vulnérables.

Tableau 5. Seuils de la vulnérabilité économique

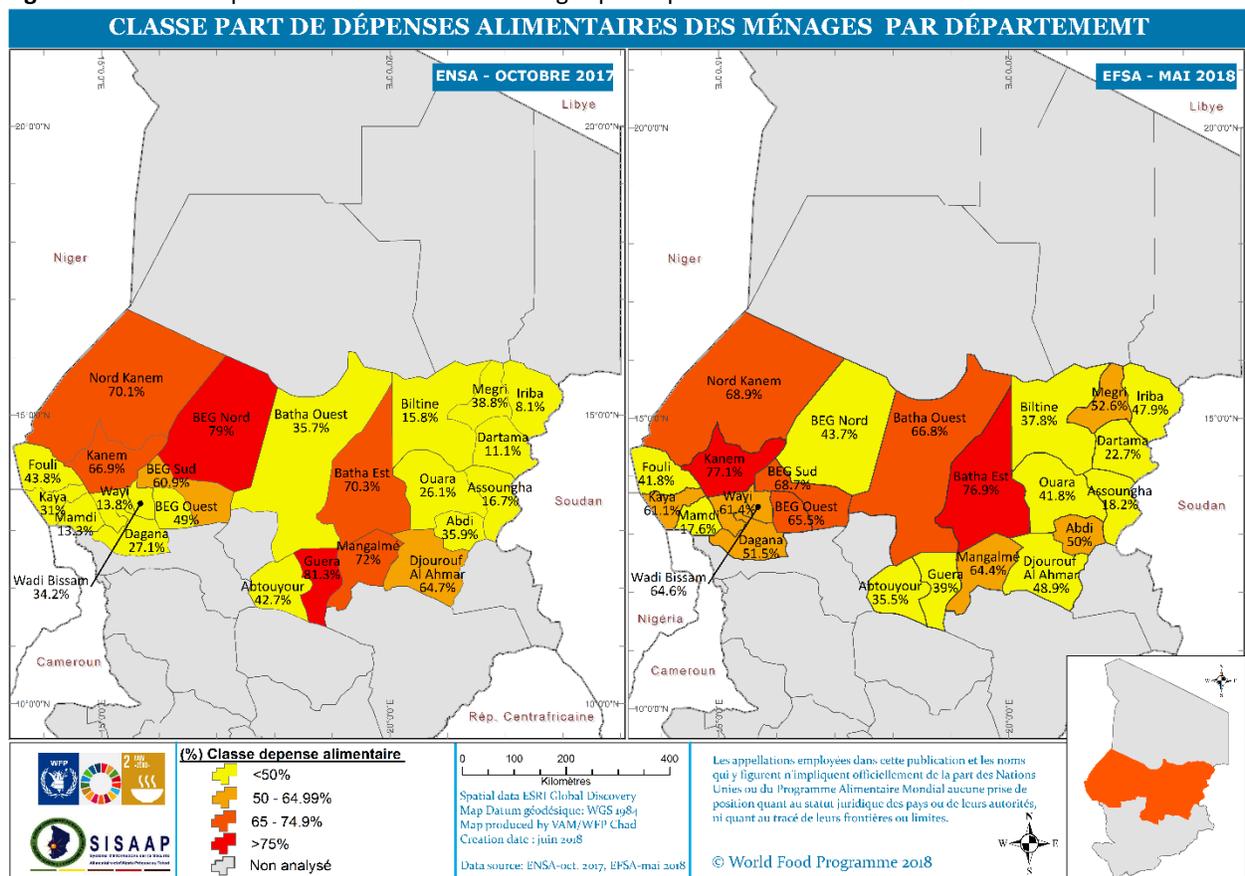
Niveau	Seuil
Faible	<50%
Légèrement élevé	50 – 65%
Élevé	65 – 75%
Très élevé	>75%

Les résultats de l'évaluation révèlent que les ménages sahéliens sont globalement affectés par la vulnérabilité économique, puisque 48% consacrent un niveau très élevé (75% ou plus) de leurs dépenses à l'achat de nourriture. De plus, 25,2% des ménages ont un niveau élevé de dépenses alimentaires, définis comme ceux qui dépensent 65 à 75% de leurs dépenses en nourriture.

Les zones ayant le pourcentage le plus élevé de ménages économiquement très vulnérables sont le Kanem et le Batha Est (77%). Pendant ce temps, le zone avec le pourcentage le plus bas est Mamdi (18%).

Par rapport aux niveaux d'octobre 2017, la vulnérabilité économique très élevée a augmenté dans 15 départements, est restée stable dans quatre départements et a diminué dans cinq départements. La plus forte détérioration a été observée à Wayi (+47,6 points), suivie par Kobe (+40 points), Batha Ouest (+31 points), Wadi-Bissam (+30 points) et Kaya (30 points).

Figure 25. Part de dépenses alimentaires des ménages par département



Source : EFS 2018

3.3.6 Prévalence de l'insécurité alimentaire

En consolidant les résultats de plusieurs des indicateurs de sécurité alimentaire décrits ci-dessus, 62% de la population du Sahel est en insécurité alimentaire selon la méthodologie CARI. De cette population, 7,5% sont en insécurité

alimentaire sévère, tandis que 54,1% supplémentaires souffrent d'insécurité alimentaire modérée. En outre, 33,2% de la population est en situation d'insécurité alimentaire légère et risquent de basculer en insécurité alimentaire plus marquée pendant le pic de soudure (juillet-août).

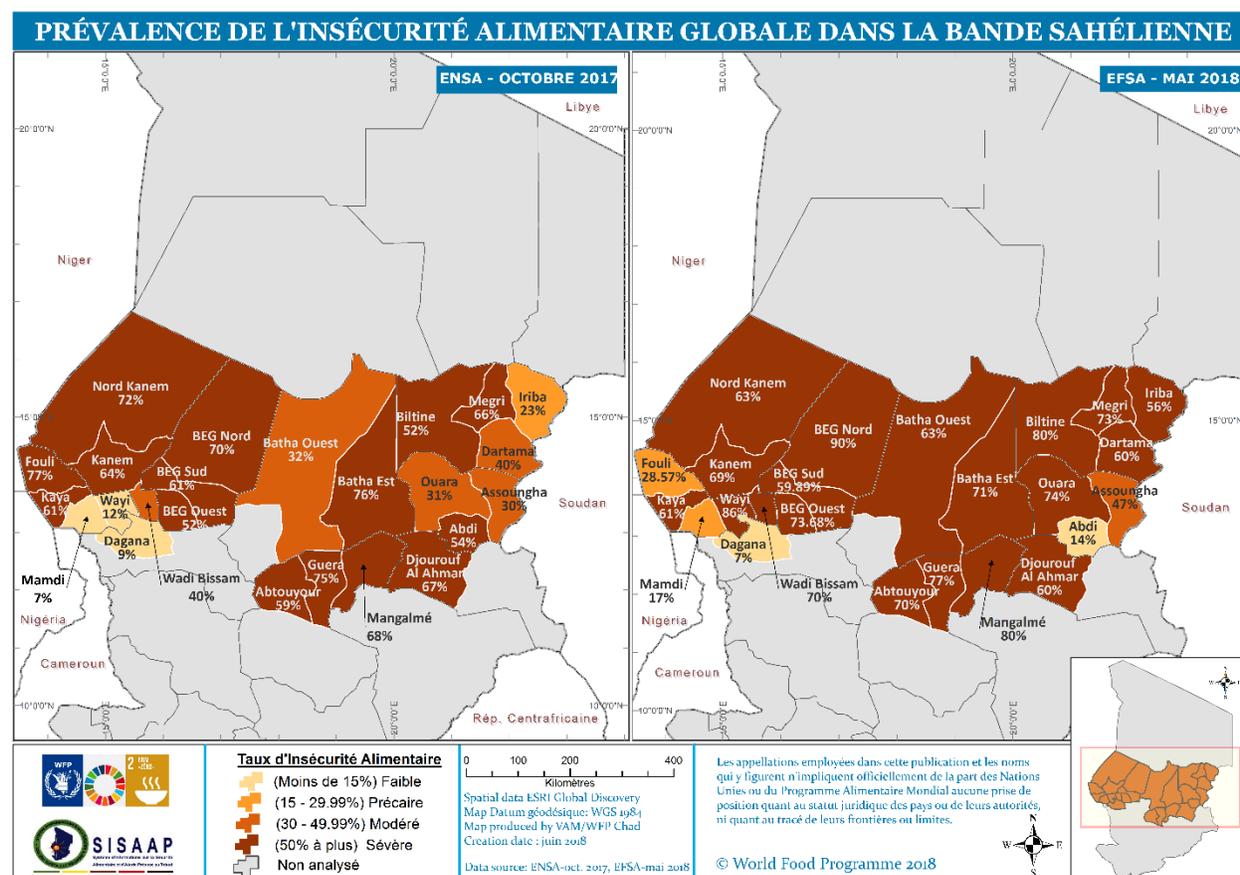
Les ménages les plus affectés sont principalement au Bahr El Ghazal Nord (90%), Wayi (86%), Mangalmé (80,3%) et Biltine (80,3%). Les départements ayant la plus forte prévalence d'insécurité alimentaire sévère sont le Bahr El Ghazal Nord (36%) et à Bahr El Ghazal Sud (22,5%).

Tableau 6. Insécurité alimentaire au Sahel

		Indicateur	Sécurité alimentaire	Légère insécurité alimentaire	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère
Statut actuel	Consommation alimentaire	Score de consommation alimentaire	50.8%		33.5%	15.6%
Capacité de survie	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires	7.0%	19.8%	25.2%	48.0%
	Dépréciation des actifs	Catégories de stratégies d'adaptation aux moyens d'existence	38.3%	33.7%	18.3%	9.7%
Insécurité alimentaire			5.2%	33.2%	54.1%	7.5%

Source : EFSA 2018

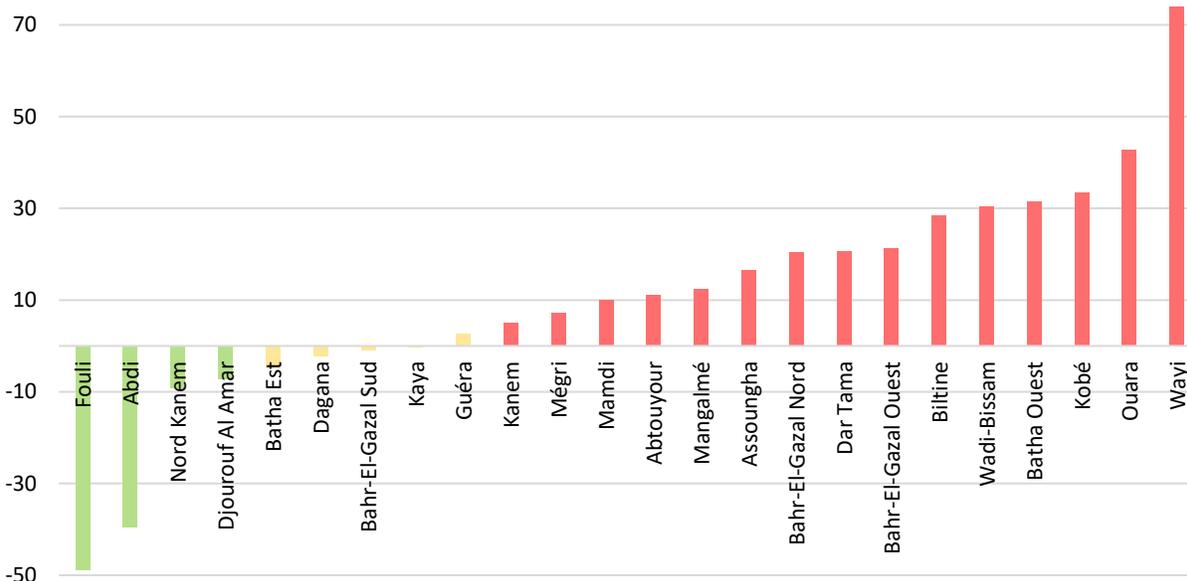
Figure 26. Prévalence de l'insécurité alimentaire globale dans la bande sahélienne



Source : EFSA 2018

Par rapport aux niveaux d'octobre 2017, l'insécurité alimentaire a augmenté dans 15 départements, avec les plus fortes augmentations de la prévalence dans les départements de Wayi (+73,9 points) et Ouara (+42,7 points). Par contre, les taux d'insécurité alimentaire sont restés quasiment stables dans cinq départements et ont diminué dans quatre départements (Nord Kanem, Fouli, Abdi et Djourouf Al Amar). Ces baisses se justifient par un certain nombre de facteurs dont l'assistance alimentaire au profit des déplacés et une bonne production de contre saison (Fouli), une légère amélioration des termes de l'échange entre le bétail et les céréales par rapport à l'année dernière et les retombées positives de la forte migration saisonnière (Nord Kanem), les récoltes de contre saison et la persistance des stocks résiduels (Abdi), et retombées positives la forte migration saisonnière combinée à des stocks résiduels (Djourouf Al Amar).

Figure 27. Evolution de l'insécurité alimentaire des ménages entre mai 2018 et octobre 2017



Source : EFSA 2018

Estimations de populations en situation d'insécurité alimentaire basées sur l'analyse compatible du Cadre Harmonisé / IPC

Le Cadre Harmonisé est un cadre analytique utilisé pour évaluer la situation de sécurité alimentaire et de nutrition actuelle et projetée dans les régions de l'Afrique de l'Ouest, ainsi que pour estimer la sévérité et l'ampleur de l'insécurité alimentaire dans la région. Typiquement, le Cadre Harmonisé développe une carte qui montre la sévérité de l'insécurité alimentaire dans les différentes zones, des tableaux montrant le nombre de personnes confrontées à différents niveaux d'insécurité alimentaire, et une fiche de communication qui présente les principales causes de l'insécurité alimentaire dans un pays donné.

Selon la méthodologie du Cadre Harmonisé, les analystes classent les zones en utilisant un système de classification de cinq niveaux : Minimale (Phase 1), Sous Pression (Phase 2), Crise (Phase 3), Urgence (Phase 4) et Famine (Phase 5). Pour effectuer ces classifications, la méthodologie de Cadre Harmonisé ont des seuils pour les principaux indicateurs de résultats de la sécurité alimentaire. Pour plus d'informations sur ces seuils, consultez le [manuel du cadre harmonisé](#).

Normalement, les analyses du Cadre Harmonisé sont menées conjointement avec les acteurs clés de la sécurité alimentaire lors d'un atelier d'analyse. Cependant, une analyse compatible a été réalisée par PAM en utilisant les seuils IPC / CH au niveau des ménages pour avoir une idée initiale de la situation actuelle de

la sécurité alimentaire. Pour cette analyse, chaque ménage a été classé dans l'une des cinq phases sur la base d'une combinaison de son score de consommation alimentaire (SCA), indice réduit des stratégies d'adaptation (rCSI) et utilisation des stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence.

Dans cette méthode, la classification au niveau du ménage a été faite en une seule étape, en utilisant une combinaison d'indicateurs de consommation alimentaire (SCA et rCSI) et de stratégies d'adaptation basées sur les moyens de subsistance. La matrice montrant le processus de classification peut être trouvée ci-dessous :

Tableau 7. Variables de classification des ménages selon les phases du Cadre Harmonisé

		Stratégies basées sur les moyens d'existence			
		Pas de stratégies	Stratégie de stress	Stratégie de crise	Stratégie d'urgence
Consommation alimentaire acceptable	rCSI : 0 à 4	1	2	2	3
	rCSI : 5 à 20	2	2	2	3
	rCSI : 21 et plus	2	2	3	3
Consommation alimentaire limite	rCSI : 0 à 4	2	2	2	3
	rCSI : 5 à 20	2	2	3	3
	rCSI : 21 et plus	3	3	3	4
Consommation alimentaire pauvre	rCSI : 0 à 4	2	2	2	3
	rCSI : 5 à 20	2	2	3	4
	rCSI : 21 et plus	4	4	4	4

La combinaison de ces variables pour chaque ménage permet d'obtenir la phase dans laquelle le ménage se situe et de produire ainsi par département les pourcentages de ménages dans les différentes phases. Le nombre de personnes dans les différentes phases a été estimé à partir de ces pourcentages.

Phase 4 – phase Urgence.

Aucun département n'a été identifié en « phase 4 - urgence », mais près de 178 000 personnes ont été identifiées dans cette phase. Les départements de Biltine, Guera et Ouara sont ceux qui ont les effectifs de personnes en phase 4 les plus importants (plus de 15 000 personnes). On verra plus loin dans le rapport que la situation nutritionnelle est déjà très dégradée dans les régions correspondantes à ces départements avec des taux de malnutrition aigüe sévère (MAS) au-delà du seuil d'urgence de 2% nécessitant ainsi des actions d'urgence pour sauver les vies des groupes les plus vulnérable que sont les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et allaitantes.

Phase 3 – Crise

Huit départements ont été classifiés en « phase crise » avec près de 759 000 personnes affectées. En termes de population, le Bahr El Ghazal Nord présente l'un des taux de personnes en phase 3 les plus élevés (60,2%) mais en termes d'effectif de personnes affectées, les départements du Guera, Abtouyou, Wayi, Biltine et Ouara affichent les chiffres les plus importants.

Au total, près de 937 000 personnes sont en insécurité alimentaire (phase 3 et 4) ce qui est assez similaire aux estimations de 926 000 personnes attendues en phase 3 et 4 de la période projetée lors de l'analyse Cadre harmonisé de mars 2018. On notera cependant des différences assez importantes à l'intérieur des régions et des départements. Il faut néanmoins prendre en compte que la période projetée du Cadre Harmonisé va de juin à août alors que l'EFSA a été réalisée en mai. Ce décalage de 1 mois pourrait expliquer le fait que certains départements n'aient pas encore basculer en phase de crise comme anticipé au mois de mars.

Tableau 8. Estimation des populations en insécurité alimentaire selon l'approche Cadre Harmonisé

	Départements	Population totale estimée 2018	Phasage selon EFSA mai 2018	Pourcentages selon les phases				Estimation de Population				
				P1	P2	P3	P4	P1	P2	P3	P4	P3+P4
Bahr El Gazal	Bahr El Gazal Sud	194,065	Phase 3	34.6	42.4	17.8	5.2	67,059	82,300	34,546	10,160	44,706
	Bahr El Gazal Ouest	74,262	Phase 2	5.6	85.1	8.7	0.5	4,189	63,218	6,474	381	6,855
	Bahr El Gazal Nord	85,000	Phase 3	0.0	23.9	60.2	15.9	0	20,299	51,169	13,532	64,701
Batha	Batha Ouest	247,681	Phase 3	14.8	65.1	14.3	5.8	36,693	161,189	35,383	14,415	49,798
	Batha Est	271,536	Phase 2	10.9	82.9	4.7	1.6	29,545	225,108	12,662	4,221	16,883
Guera	Guera	236,837	Phase 3	1.0	49.0	38.0	12.0	2,467	115,951	90,047	28,371	118,419
	Abtouyouur	229,951	Phase 3	12.4	58.6	28.4	0.6	28,574	134,705	65,312	1,361	66,672
	Mangalmé	130,344	Phase 3	4.2	66.1	26.0	3.6	5,431	86,217	33,944	4,752	38,696
Hadjer Lamis	Dagana	258,675	Phase 2	61.7	37.8	0.5	0.0	159,581	97,807	1,287	0	1,287
Kanem	Kanem	210,370	Phase 2	18.7	75.3	6.0	0.0	39,269	158,479	12,622	0	12,622
	Nord Kanem	124,930	Phase 2	22.4	71.1	3.5	3.0	27,969	88,881	4,351	3,729	8,080
	Wadi-Bissam	122,570	Phase 2	14.6	73.2	12.1	0.0	17,952	89,761	14,857	0	14,857
Lac	Mamdi	191,845	Phase 2	49.2	40.0	10.8	0.0	94,447	76,738	20,660	0	20,660
	Wayi	289,635	Phase 3	2.0	72.6	20.8	4.6	5,881	210,243	60,279	13,232	73,511
	Fouli	53,448	Phase 2	30.2	66.7	3.1	0.0	16,146	35,632	1,670	0	1,670
	Kaya	60,833	Phase 2	10.5	78.5	10.5	0.5	6,370	47,775	6,370	318	6,688
OUADDAÏ	Ouara	451,360	Phase 3	14.2	65.7	16.2	3.9	64,164	296,482	73,014	17,700	90,715
	Abdi	146,789	Phase 2	51.8	36.6	11.5	0.0	76,084	53,797	16,908	0	16,908
	Assoungaha	392,292	Phase 2	23.0	60.7	13.1	3.3	90,034	237,948	51,448	12,862	64,310
Sila	Djourouf Al Amar	111,970	Phase 3	16.1	46.6	23.8	13.5	17,985	52,214	26,687	15,084	41,771
Wadi Fira	Biltine	232,171	Phase 3	7.8	45.8	33.3	13.0	18,138	106,412	77,390	30,231	107,621
	Darh Tama	246,359	Phase 2	9.4	77.0	12.0	1.6	23,217	189,606	29,666	3,870	33,536
	Kobe	191,628	Phase 2	21.6	62.8	14.1	1.5	41,407	120,369	26,963	2,889	29,852
	Megri	28,050	Phase 3	12.6	66.1	18.4	2.9	3,547	18,539	5,159	806	5,965
Total		4,582,601					Total	876,150	2,769,668	758,869	177,915	936,783

3.3.7 Profil des ménages en situation d'insécurité alimentaire

Afin de cibler l'assistance humanitaire, il est important d'identifier les principales caractéristiques des ménages en situation d'insécurité alimentaire. Selon les résultats de l'évaluation, les ménages dirigés par une femme, dirigés par un veuf, séparés ou divorcés ou dirigés par une personne qui ne sait ni lire ni écrire sont les plus affectés par l'insécurité alimentaire. Par contre, les ménages de grande taille et ceux ayant des taux de dépendance faibles sont plus en sécurité alimentaire, probablement en raison des membres supplémentaires qui peuvent travailler pour générer de la nourriture et des revenus pour le ménage.

En ce qui concerne les moyens d'existence, la pratique de l'agriculture lors de la campagne agricole 2017-2018 ne semble pas avoir d'impact sur la sécurité alimentaire au niveau des ménages. Cependant, les ménages pratiquant l'élevage sont moins affectés par l'insécurité alimentaire.

Enfin, les ménages ayant déclaré avoir été victimes d'un choc au cours des 12 derniers mois sont également plus en insécurité alimentaire que ceux qui n'ont pas été affectés.

Toutes ces caractéristiques ont été confirmées pendant l'analyse des données par des tests statistiquement significatifs.

Figure 28. Insécurité alimentaire selon le sexe du chef de ménage

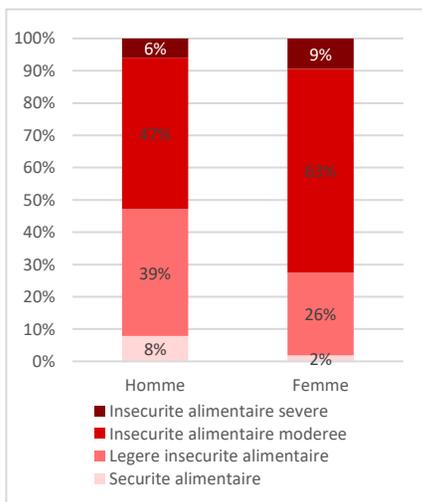


Figure 29. Insécurité alimentaire selon le chef de ménage peut lire et écrire

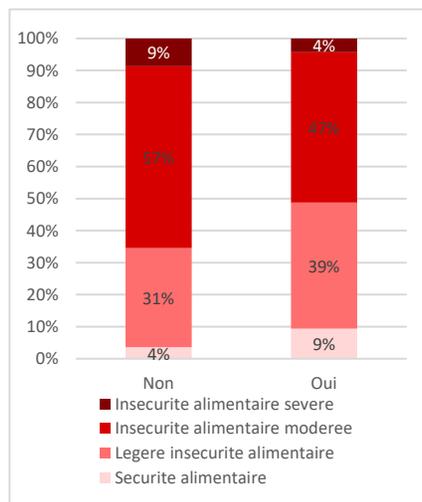


Figure 30. Insécurité alimentaire selon l'état matrimonial du chef de ménage

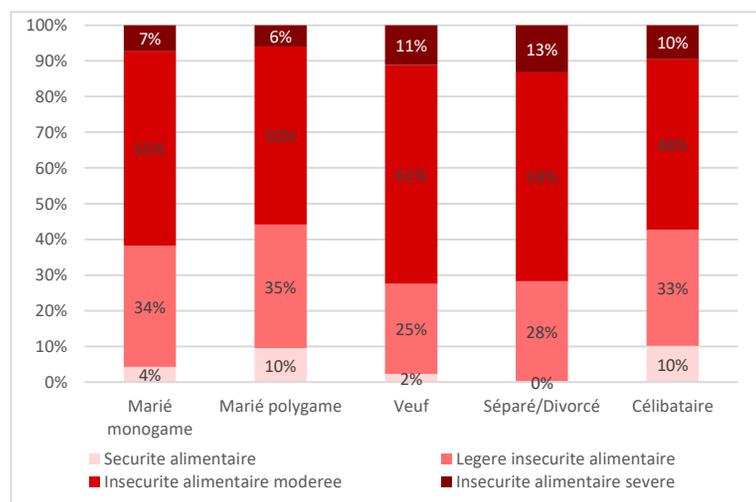


Figure 31. Insécurité alimentaire selon le ménage a subi un choc au cours des 12 derniers mois

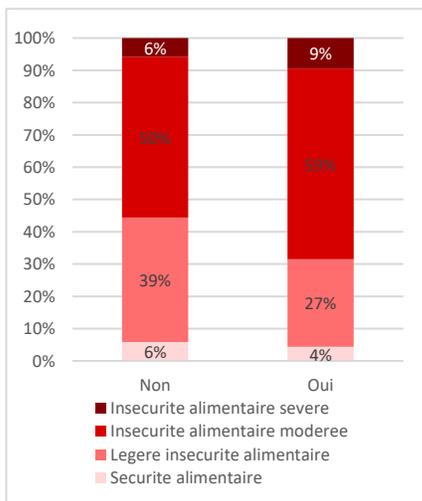


Figure 32. Insécurité alimentaire selon le ménage participe à des activités d'élevage

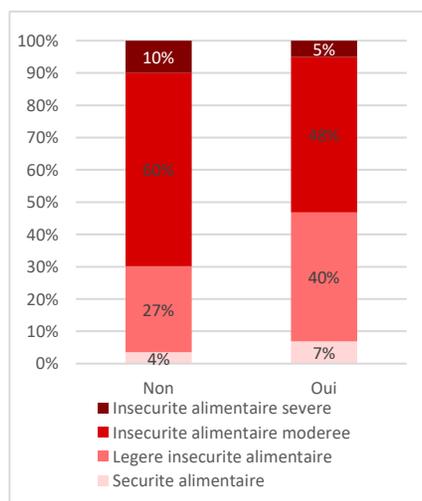
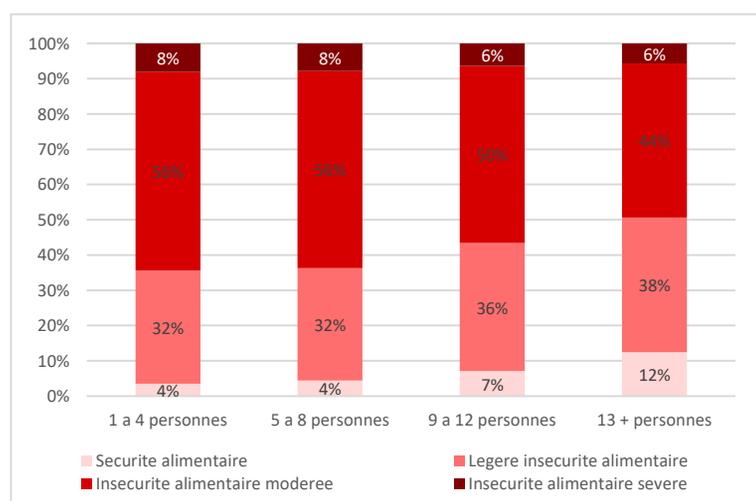


Figure 33. Insécurité alimentaire selon la taille du ménage



3.3.8 Situation nutritionnelle et de mortalité

3.3.8.1 Contexte

Même pendant les années typiques sans crise, la situation nutritionnelle à travers la bande sahélienne du Tchad est une source majeure de préoccupation. Par exemple, selon l'enquête nutritionnelle SMART de 2017, le taux de retard de croissance (une mesure de malnutrition chronique) variait à travers le Sahel de 30,9% à Guera à 50,8% au Kanem. En outre, la prévalence de la malnutrition aiguë globale (MAG) a également été alarmante ces dernières années avec la prévalence moyenne de MAG au cours des sept dernières années (2011-2017) dépassant le seuil « sérieux » de l'OMS (10%) dans toutes les régions sahéliennes et dépassant le seuil « critique » (15%) dans cinq régions (Bahr El Ghazal, Batha, Kanem, Ouaddaï et Wadi Fira).

Les causes de ces mauvais résultats nutritionnels sont nombreuses. Selon une analyse causale de nutrition menée par ACF au Kanem en 2012³, les taux élevés de malnutrition aiguë globale étaient liés à l'insécurité alimentaire (causée par une production agricole et pastorale insuffisante et des ressources financières limitées pour acheter de la nourriture), à de mauvaises pratiques pendant la grossesse et après la naissance, à l'accès limité à l'eau potable et au recours aux guérisseurs traditionnels en raison de l'accès limité aux établissements de santé. Une autre analyse causale à Abdi dans la région de Ouaddaï en 2016⁴ a montré des résultats très similaires, indiquant que les principaux facteurs de malnutrition étaient 1) l'insécurité alimentaire causée par une mauvaise production agricole et 2) une prévalence élevée de maladies infantiles causées par un accès limité à l'eau et des mauvaises pratiques d'assainissement, 3) une forte dépendance vis-à-vis des guérisseurs traditionnels et 4) une lourde charge de travail pour les femmes, entraînant de mauvaises pratiques de soins pour les enfants et une faible utilisation des services de santé disponibles.

Bien que ces évaluations soient géographiquement limitées, il est probable que des problèmes similaires affectent toutes les régions de la bande sahélienne. Par exemple, l'enquête de DHS/MIC de 2014/15 a montré qu'un faible pourcentage de ménages interrogés pouvait identifier l'endroit où ils se sont lavés la main. De plus, dans toutes les régions, plus de 95% des femmes n'avaient pas d'éducation secondaire (indicateur indirect des pratiques de soins) et pas plus d'environ un enfant sur cinq étaient nourris selon les recommandations de l'OMS sur les pratiques d'allaitement optimales (l'allaitement maternel exclusif, le nombre de groupes d'aliments et le nombre de fois que les enfants ont été nourris pendant la journée ou la nuit précédant l'enquête).

3.3.8.2 Situation actuelle

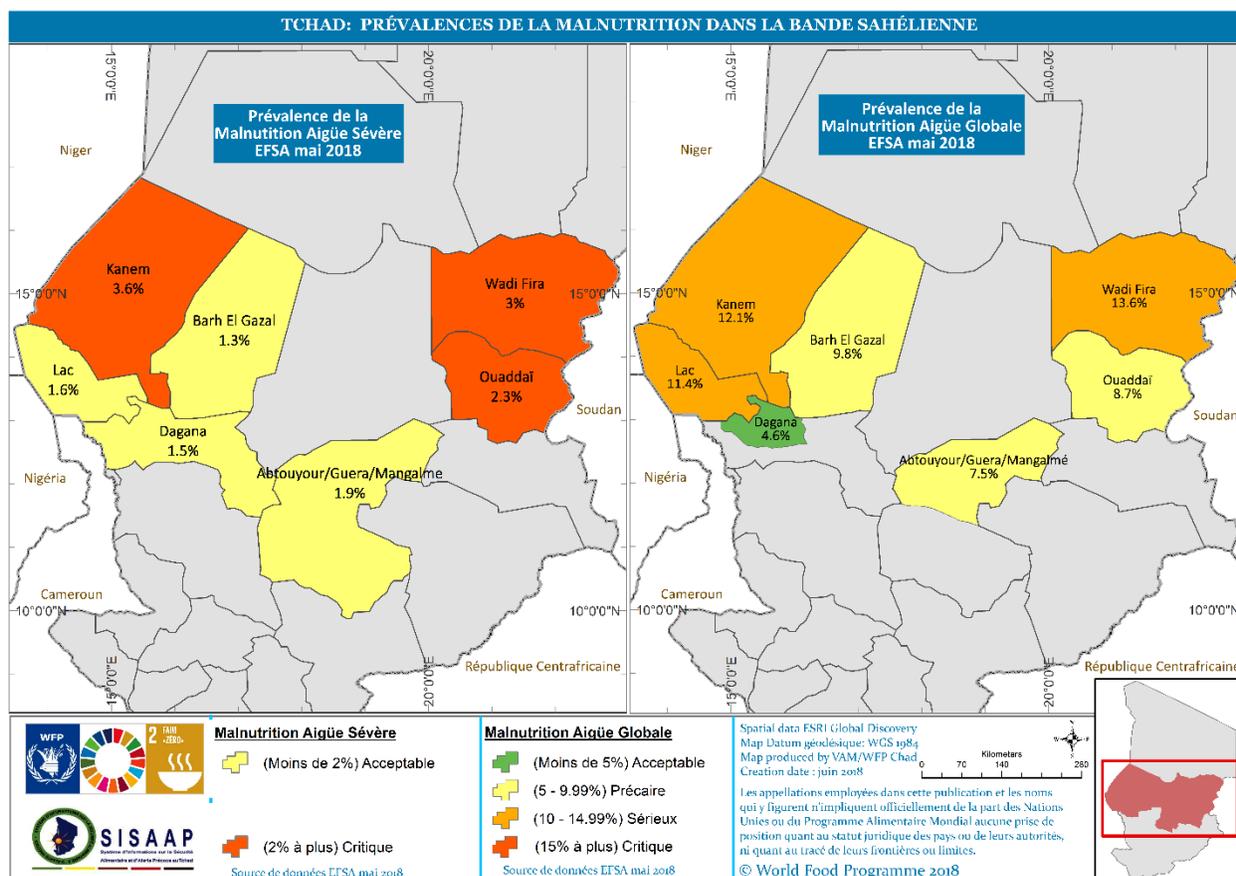
L'état nutritionnel des enfants de 6 à 59 mois, évalué grâce à leurs périmètres brachiales (MUAC) confirme le caractère préoccupant de la situation. Dans les régions de Kanem, Lac, et Wadi Fira, la prévalence de la proxy MAG dépasse déjà le seuil critique de l'OMS avec respectivement 12,1%, 11,4%, et 13,6%. Les régions du Bahr El Ghazal, Guera, et Ouaddaï affichent les prévalences de la proxy MAG respectivement de 9,8%, 7,5%, et 8,7%. Ces prévalences placent les deux régions dans une situation nutritionnelle précaire selon la classification de l'OMS 2006. Le département de Dagana (Hadjer Lamis) qui affiche une prévalence de la proxy MAG de 4,6% se classe dans une situation nutritionnelle acceptable selon la classification de l'OMS 2006.

De plus, la prévalence du proxy de MAS dépasse le seuil d'urgence de 2% dans les régions du Kanem (3,6%), Wadi Fira (3,0%), Ouaddaï (2,3%) traduisant un risque élevé de mortalité chez les enfants de 6 à 59 mois dans ces régions.

³ ACF (2012). *Analyse qualitative des Causes de la Malnutrition : Grand Kanem, Tchad.*

⁴ ACF (2016). *Analyse causale de la sous-nutrition Link NCA Dans le district sanitaire d'Abdi, région du Ouaddaï, Tchad.*

Figure 34 Prévalence de la malnutrition aigüe globale et sévère



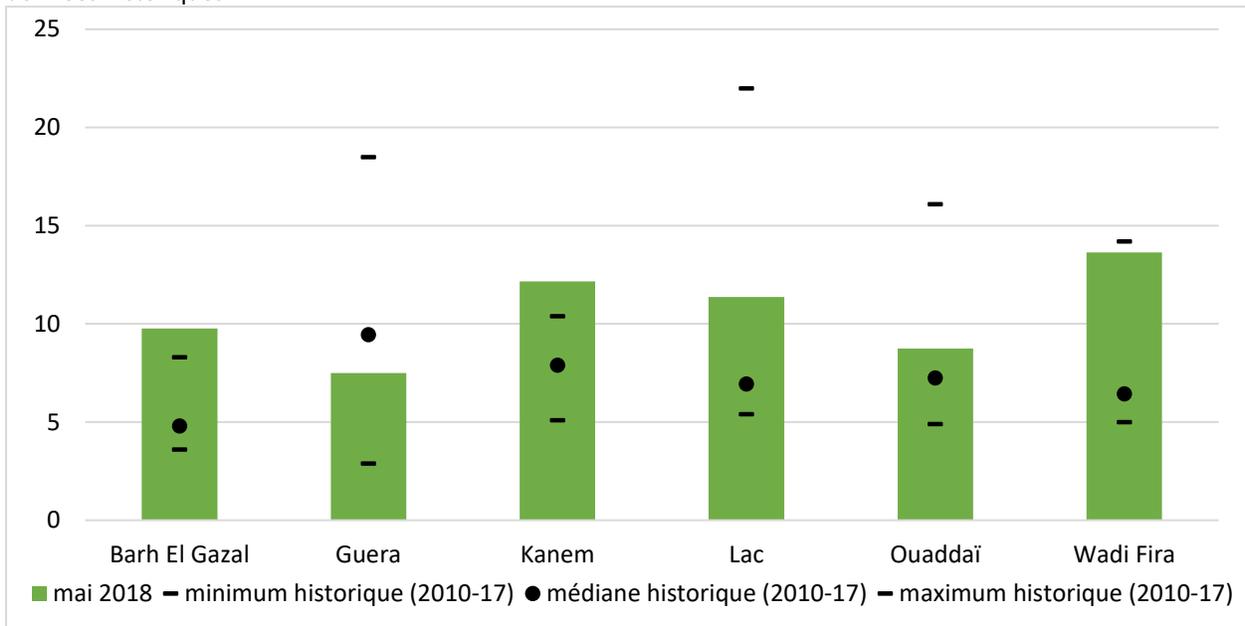
Source : EFSA 2018

Comparée aux données nutritionnelles de juillet / août 2017 de la dernière évaluation SMART, la prévalence de la MAG basée sur le PB a augmenté dans quatre zones (Bahr El Ghazal, Kanem, Lac et Wadi Fira), est stable dans une zone (Ouaddai) et diminué dans deux zones (Guera et Hadjer Lamis). Étant donné que cette enquête SMART a été réalisée pendant le pic de la période de soudure, la prévalence de la MAG mesurée par cette évaluation était probablement la plus sévère de tout au long de l'année 2017, ce qui explique probablement la diminution de la prévalence observée en Guera et Hadjer Lamis par rapport à cette évaluation. Pour les autres zones, c'est une source d'inquiétude que les taux de MAG à la mi-mai, plusieurs mois avant le pic de la période de soudure, sont similaires ou supérieurs aux niveaux observés au cours de l'année de consommation précédente.

La Figure 35 illustre comment la prévalence de MAG observée en mai se compare aux niveaux médian, maximum et minimums observés pour chaque région au cours de toutes les évaluations nutritionnelles disponibles entre 2011 et 2017. Similaire à la comparaison avec les niveaux de l'année dernière, cette analyse montre que la prévalence de MAG a augmenté par rapport aux niveaux médians de toutes les zones sauf Guera et Hadjer Lamis. De plus, la prévalence en Wadi Fira est particulièrement préoccupante car cette analyse suggère que la prévalence actuelle de MAG dépasse les niveaux maximums observés dans toutes ces autres évaluations.

La hausse des taux de malnutrition cette année par rapport aux années précédentes est similaire aux données du cluster de nutrition du Tchad qui ont constaté qu'au premier trimestre de 2018, les admissions au MAS étaient supérieures aux niveaux de 2017 et 2016 pendant la même période.

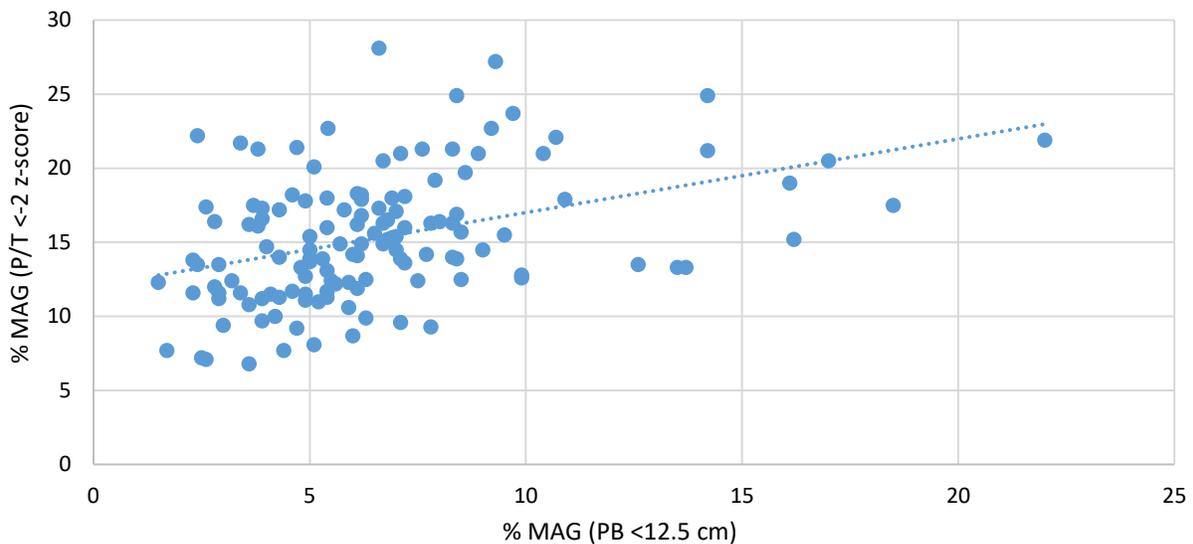
Figure 35. La prévalence de MAG, basée sur les mesures du périmètre brachial, en mai 2018 par rapport aux données historiques



Source: EFSA 2018, Epi/MSF-OCBA, ACF, CNNTA, DTNA

Les z-scores poids / taille sont les mesures privilégiées pour évaluer la malnutrition aiguë globale. Malheureusement, il n'a pas été possible de collecter cet indicateur au cours de cette évaluation en raison du manque de temps et de ressources financières. Cependant, les enquêtes SMART qui ont collecté à la fois des z-scores poids-taille et des mesures PB en années récentes ont généralement trouvé une prévalence de malnutrition aiguë mesurée à l'aide du PB significativement plus faible que les scores z poids-taille (Figure 36). Dans cet esprit, il est important pour les analystes de la sécurité alimentaire utilisant ces données de noter que la prévalence actuelle de MAG mesurée en fonction du poids/tailles serait probablement significativement plus élevée que celle reflétée par les mesures de PB.

Figure 36. Relation historique entre les estimations MAG calculées par les scores z poids-pour-taille et calculées par les mesures MUAC à la bande sahéenne du Tchad



Source: Epi/MSF-OCBA, ACF, CNNTA, DTNA

3.4 Priorités d'assistance et autres préoccupations exprimées

Dans les méthodes de recherche qualitative, l'analyse des données issues des discussions de groupe comporte souvent un examen des mots fréquemment utilisés dans les réponses aux questions ouvertes afin de comprendre les thèmes et les préoccupations communs à une population évaluée.

Au cours de cette évaluation, à la fin des discussions de groupe au niveau communautaire, chaque énumérateur a été invité à fournir des commentaires sur la situation actuelle de la communauté évaluée sur la base de leurs discussions et observations. Lors de l'analyse des données, ces réponses ont ensuite été analysées sur la base de la fréquence des mots, après avoir supprimé les mots couramment utilisés (par exemple il, vous, est) afin de comprendre les préoccupations communes des communautés.

Figure 37. Nuage de commentaires sur la situation dans les communautés évaluées



Source : EFSA 2018

Comme le montre la Figure 37, cette analyse a révélé que le terme le plus fréquemment utilisé dans tous les commentaires était « eau », reflétant l'importance de cette ressource naturelle dans les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des communautés à travers le Sahel. Les autres thèmes clés qui ressortent de cette analyse étaient liés à des difficultés générales, activités de subsistance (agriculture, élevage, migration), marchés / prix, alimentation, santé et assistance.

Les résultats de cette analyse correspondent aux principaux besoins prioritaires identifiés par les communautés évaluées. Plus précisément, les communautés évaluées ont le plus souvent indiqué que l'eau de boisson était leur besoin prioritaire. Les distributions de nourriture étaient le deuxième besoin le plus important pour les communautés. L'éducation, la santé / les médicaments pour les humains et les intrants agricoles (semences, pesticides, outils, etc.) ont également été indiqués comme des besoins importants.

Figure 38. Besoins prioritaires selon les communautés évaluées, par ordre d'importance de gauche (le plus important) à droite (cinquième plus important)



3.5 Conclusions sur la situation nutritionnelle et la sécurité alimentaire

Les résultats de cette évaluation montrent des niveaux élevés d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que des résultats de sécurité alimentaire qui se détériorent dans de nombreuses zones par rapport aux niveaux de l'année dernière. Les zones de préoccupations où la prévalence de l'insécurité alimentaire est particulièrement élevée comprennent les départements de Abtouyou, Bahr El Ghazal Nord, Bahr El Ghazal Ouest, Bahr El Ghazal Sud, Batha Est, Biltine, Djourouf Al Amar, Guera, Mangalme, Megri, Ouara, Wadi Bissam et Wayi. Parmi les zones de cette liste, les départements du Wadi Fira (Biltine et Megri) devraient être priorisés étant donné qu'en plus de l'insécurité alimentaire généralisée, les résultats nutritionnels y sont critiques, avec les niveaux les plus sévères observés ces dernières années. De plus, en comparaison avec d'autres régions, deux des trois départements du région du Kanem

(Nord Kanem et Kanem) ne figuraient pas parmi les départements où la prévalence de l'insécurité alimentaire était la plus élevée. Cependant, les niveaux d'insécurité alimentaire sont encore relativement élevés (dépassant 60% de la population) et les résultats nutritionnels au Kanem sont parmi les pires du Sahel. Pour cette raison, tous les départements du Kanem devraient être considérés comme prioritaires, en particulier pour les programmes de soutien nutritionnel.

L'insécurité alimentaire actuelle à travers le Sahel se caractérise par une vulnérabilité économique élevée des ménages et la faible diversité de leur consommation alimentaire. Les stratégies d'adaptation négatives, telles que l'emprunt d'argent ou de nourriture, la réduction des dépenses liées à l'éducation et à la santé et la vente d'actifs non productifs sont également fréquents.

Cette insécurité alimentaire est le résultat de multiples facteurs. Même dans les années normales, la zone sahélienne du Tchad est confrontée à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique en raison des faibles niveaux de production agricole, de la pauvreté, et de l'accès limité à l'eau potable et aux infrastructures sanitaires. À ces défis chroniques s'ajoutent plusieurs chocs qui se sont produits cette année, entraînant une détérioration de la situation alimentaire et nutritionnelle en raison de la faible résilience des ménages ruraux.

Dans plusieurs régions, les récoltes principales et de contre saison ont été inférieures à la moyenne. Par conséquent, les stocks alimentaires des ménages se sont épuisés plus tôt que d'habitude. Cela a entraîné une dépendance prolongée des ménages vis-à-vis des marchés pour accéder à la nourriture, augmentant ainsi leurs dépenses. Or, cette année, les revenus non agricoles sont globalement inférieurs à la moyenne, entraînant un faible pouvoir d'achat et l'accès limité au marché. C'est le cas par exemple de la migration saisonnière qui est une source de revenu importante pour beaucoup des ménages pendant la saison sèche. En raison des problèmes de sécurité alimentaire dans les zones rurales, les migrants sont partis plus tôt que d'habitude et en plus grand nombre cette année. Cependant, les niveaux d'argent renvoyé par ces migrants à leurs familles sont inférieurs aux niveaux habituels en raison de la crise économique qui affecte les revenus dans les zones urbaines et autres zones d'accueil.

De plus, les ressources limitées en pâturages et en eau ont entraîné un mauvais état d'embonpoint des animaux. En conséquence, ils se vendent à des prix bas sur les marchés locaux à cause de la demande qui est resté globalement faible dans les centres urbains à cause de la crise économique du pays et ceci malgré une légère hausse au cours du mois de mai à cause du Ramadan. Bien que les prix céréaliers soient relativement proches de la moyenne quinquennale, la baisse des prix du bétail a entraîné une détérioration termes d'échange entre le bétail et les céréales, limitant l'accès au marché pour les ménages affectés.

L'insécurité et les déplacements de populations ont également un impact sur les moyens de subsistance dans la région du Lac.

4. Prévisions et scénarios

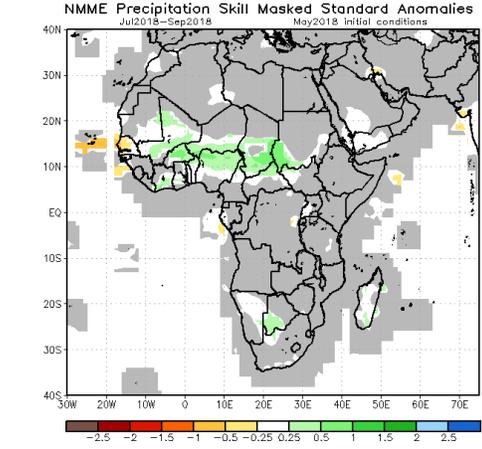
Bien qu'il soit utile de comprendre la situation actuelle de la sécurité alimentaire dans une zone, l'insécurité alimentaire est souvent dynamique et évolue rapidement, ce qui signifie qu'au moment où les interventions peuvent être planifiées et mises en œuvre, la situation de sécurité alimentaire peut avoir changé. Compte tenu de ce défi, il est souvent utile de projeter l'évolution de l'insécurité alimentaire au futur à des fins de planification.

Il convient de noter, cependant, qu'il est difficile de savoir avec certitude ce qui se passera à l'avenir. Compte tenu de cette incertitude, les analystes de la sécurité alimentaire construisent souvent des scénarios, basés sur un ensemble d'hypothèses, de ce qui pourrait se produire si ces hypothèses devaient se produire.

Cette section décrira un scénario le plus probable, ainsi que plusieurs scénarios de pire. Dans tous les cas, les implications pour l'évolution des résultats de la sécurité alimentaire au cours des prochains mois seront discutées.

4.1 Scénario le plus probable

Pour la zone sahélienne du Tchad, les principales suppositions relatives au scénario le plus probable jusqu'à la fin de 2018 sont :

Sujet	Suppositions
Pluviométrie	<p>Figure 39. Les anomalies des précipitations prévues pour le période de juillet à septembre 2018</p>  <p>Figure 39. Les anomalies des précipitations prévues pour le période de juillet à septembre 2018</p> <p>Source : NOAA</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les cumuls pluviométriques seront supérieurs à la moyenne pendant la saison des pluies d'avril à octobre. Les modèles de prévisions saisonnières (NOAA-NMME, IRI-Columbia) montrent une probabilité élevée de précipitations supérieures à la moyenne à moyenne pour la zone sahélienne, en particulier pendant le pic des pluies entre juillet à septembre. • L'accès à certaines communautés sera limité pendant la saison des pluies en raison de mauvaises conditions routières. Cependant, cela ne perturbera pas de manière atypique le fonctionnement du marché ou les programmes d'assistance humanitaire dans ces zones.
La production agricole	<ul style="list-style-type: none"> • Pour les ménages locaux, les activités agricoles se dérouleront normalement pendant la saison des pluies, ce qui signifie que les semis auront lieu en juin et juillet et les récoltes auront lieu en octobre et novembre. • Les cas d'inondations seront supérieurs à la moyenne ; ce qui aura des impacts mitigés sur la production locale. Plus précisément, les inondations causeront probablement des pertes de récolte localisées dans certaines régions, mais augmenteront la disponibilité de l'eau et la production de contre saison dans d'autres. • Les pertes dues aux ennemis des cultures seraient légèrement au-dessus de la moyenne. Selon un indice d'adéquation environnementale développé par le CABI, le climat au Sahel du Tchad est moyennement approprié aux chenilles légionnaires.

	<ul style="list-style-type: none"> • Au niveau de la région, les niveaux de production céréalière seront similaires à la moyenne quinquennale, malgré que des inondations causeront des pertes de récolte localisées. • Les opportunités de main d'œuvre agricole resteront élevées pendant la saison agricole par rapport à la saison sèche, offrant des opportunités génératrices de revenus et des paiements en natures pour les refugies et les ménages pauvres. Cependant, en raison de la crise financière, les paiements seront moyens à inférieurs à la moyenne, selon la zone.
Prix des produits agricoles	<ul style="list-style-type: none"> • Le prix des céréales augmentera par rapport au niveau de mai 2018 jusqu'à la fin de la période de soudure en septembre en raison d'une offre saisonnière réduite et d'une demande accrue. En août 2018, les prix seront similaires à la moyenne quinquennale. • Les prix du niébé et de l'arachide, principales cultures de rentes, resteront similaire à la moyenne quinquennale, avec une baisse saisonnière débutant en novembre avec le début des premières récoltes. En raison des capacités de stockage limitées, les ménages vendront la plupart de leurs récoltes dans les mois qui suivent immédiatement après la récolte, plutôt que de les stocker pour plus tard dans l'année. Les revenus de ces ventes seront moyens.
Elevage	<ul style="list-style-type: none"> • La période clé pour les ventes de bétail se situe entre août et décembre et le pic pour la production de lait est entre août et octobre. • Les prix du bétail augmenteront à partir de mai en raison de 1) l'augmentation de la demande de bétail en mai / juin, août et décembre pour les fêtes du Ramadan, Tabaski, et fin d'année respectivement et 2) l'amélioration des conditions pastorales avec le début de la saison des pluies. Toutefois, les prix resteront similaires aux niveaux de l'année dernière et bien en dessous de la moyenne quinquennale. Les termes de l'échange bétail-céréales suivront également des tendances similaires. • Les mouvements de bétail vers le nord en mai/juin et vers le sud après les récoltes seront normaux. • Les revenus liés à l'élevage resteront inférieurs aux niveaux de l'année dernière tout au long de la période du scénario.
Revenus non agricoles	<ul style="list-style-type: none"> • Les activités non agricoles, telles que la migration saisonnière, la construction, et la fabrication de briques, augmenteront après la période de récolte (novembre à janvier selon la zone). Les revenus provenant de ces sources seront moyens à légèrement inférieurs à la moyenne à cause de la crise financière au Tchad.
Assistance alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> • L'assistance alimentaire ciblant les ménages plus vulnérables se poursuivra tout au long du scénario.
Crédit	<ul style="list-style-type: none"> • Les ménages continueront de s'endetter à des niveaux supérieurs à la moyenne jusqu'en septembre en raison des difficultés à couvrir leurs besoins alimentaires. Cette dette devra être remboursée entre octobre et novembre/décembre, ce qui se traduira aux dépenses supérieures à la moyenne pendant la période de récolte.

Sur la base du scénario décrit ci-dessus, les résultats de sécurité alimentaire évolueront probablement de la manière suivante :

- **Pour les ménages agropastoraux**, les résultats de la sécurité alimentaire devraient se détériorer entre mai et le pic de la période de soudure agropastorale (juillet et septembre). Bien que les opportunités de travail agricole augmenteront pendant la saison agricole, le pouvoir d'achat demeurera atypiquement limité en raison des termes de l'échange bétail/céréale et des niveaux de revenu inférieurs à la moyenne, d'une dépendance prolongée aux marchés, de niveaux d'endettement anormalement élevés et de céréales saisonnières des prix. Cependant, une fois les nouvelles récoltes commencent en octobre / novembre, les résultats de la sécurité alimentaire devraient s'améliorer selon la saisonnalité typique comme les aliments devenant de plus en plus disponibles, les prix des denrées alimentaires chutant et les niveaux de revenus augmentant avec la vente des récoltes.

- **Pour les ménages pastoraux**, l'insécurité alimentaire diminue normalement en juillet / août quand les conditions pastorales améliorées augmentent les conditions corporelles du bétail et la disponibilité du lait. Toutefois, l'ampleur de ces améliorations sera modérée par les termes de l'échange entre le bétail et les céréales restent inférieurs à la moyenne. Les niveaux d'endettement élevés encourus pendant la période de soudure difficile actuelle devront également être remboursés, ce qui continuera à limiter la capacité des ménages à acheter de la nourriture. Par conséquent, les résultats de sécurité alimentaire pour les populations pastorales resteront probablement relativement stables ou ne s'amélioreront que légèrement jusqu'à ce que le début des prochaines récoltes qui entraîne une baisse des prix alimentaires et de meilleurs termes de l'échange bétail-céréale.

Bien que l'aide humanitaire améliore les résultats de sécurité alimentaire pour les ménages bénéficiaires, cette assistance ne sera pas en mesure d'atteindre toutes les populations exposées à l'insécurité alimentaire en raison de ressources financières limitées. En outre, la prévalence de la malnutrition aiguë dans tous les départements se détériorera saisonnièrement avec un pic des taux de MAG observés en juillet / août lorsque l'insécurité alimentaire est à son plus haut niveau et les maladies hydriques augmentent chez les enfants pendant la saison des pluies.

4.2 Les pires de scénarios

Aux fins de la planification d'urgence, il peut souvent être utile d'envisager les pires de scénarios et leurs impacts potentiels sur les résultats de la sécurité alimentaire. Avec cela à l'esprit, les chocs possibles sont décrits ci-dessous, ainsi que leurs impacts possibles sur les résultats de la sécurité alimentaire et les groupes affectés :

Choc	Groupes de population touchés et impacts
Les inondations intenses, une mauvaise répartition temporelle ou spatiale des pluies ou des ravageurs des cultures (chenilles légionnaires, sautereaux, cantharides, oiseaux granivores...) entraînent une production agricoles inférieure à la moyenne.	<p><u>Populations affectées</u> : La plupart des ménages agricole et agropastorales.</p> <p><u>Impacts</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cela peut également entraîner des hausses de prix atypiques pendant la saison agricole comme les commerçants décident de ne pas vendre leurs stocks résiduels avant la prochaine période de récolte comme en année normale. Ces hausses de prix limiteraient encore l'accès à la nourriture pour les ménages pauvres. • Les ménages pauvres dépendent fortement du travail agricole et une mauvaise production agricole pourrait entraîner une baisse de ces opportunités. Ceci à son tour réduirait les niveaux de revenus et de paiements en nature, réduisant ainsi l'accès à la nourriture pour les ménages affectés. • Les pertes de récoltes entraîneront l'épuisement précoce des stocks alimentaires au cours de la prochaine année de consommation. Bien que les résultats de la sécurité alimentaire et nutritionnels s'amélioreront pendant la période de récolte, des stocks inférieurs à la moyenne entraîneront des niveaux élevés d'insécurité alimentaire au-delà de la fin de cette période de scénario (année 2018) et au cours de l'année 2019 (ex. soudure 2019).
Les conditions pluviométriques inférieures à la moyenne pendant la saison des pluies n'entraînent pas une repousse normale des pâturages et une reconstitution des points d'eau ; ou propagation atypiquement intense de maladies du bétail ou de parasites	<p><u>Populations affectées</u> : La plupart des ménages pastorales et agropastorales.</p> <p><u>Impacts</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les niveaux de mortalité du bétail supérieurs à la moyenne se traduisent aux revenus des ménages inférieurs à la moyenne et des réductions de l'accès à la nourriture pour les populations touchées. De plus, l'élevage est un actif clé pour les ménages à travers le Sahel et donc les pertes des bétails et la baisse des naissances réduisant la résilience et augmentant la vulnérabilité de ces ménages aux chocs futurs et à l'insécurité alimentaire.

	<ul style="list-style-type: none"> • Les mouvements transhumants atypiquement précoces à la recherche de pâturages et d'eau pourraient accroître les conflits entre agriculteurs et éleveurs.
Arrêt des programmes d'assistance alimentaire	<p><u>Populations affectées</u> : Les ménages pauvres et très pauvres</p> <p><u>Impacts</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Compte tenu des niveaux élevés d'insécurité alimentaire, toute perturbation de l'assistance alimentaire entraînerait une détérioration immédiate et significative de la sécurité alimentaire.

5. Recommandations

Les résultats de cette évaluation indiquent des niveaux d'insécurité alimentaire élevés et en détérioration, associés à des niveaux élevés de dépenses alimentaires des ménages, à une faible diversité alimentaire et au recours à des stratégies d'adaptation négatives. De plus, les résultats nutritionnels se sont détériorés, montrant que les défis actuels de la sécurité alimentaire ont déjà un impact sur le statut de l'une des populations les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire, les enfants de moins de 5 ans. Face à cette insécurité alimentaire, une assistance humanitaire urgente est nécessaire pour réduire les déficits de consommation, prévenir et traiter la malnutrition, et renforcer la résilience des ménages locaux d'ici la fin de la saison agropastorale en septembre.

Compte tenu de la situation préoccupante d'insécurité alimentaire des ménages ruraux dans la zone sahélienne et des perspectives de dégradation pendant la période de soudure, les actions suivantes sont recommandées :

Interventions d'urgence à court terme :

- Fournir une assistance alimentaire inconditionnelle jusqu'aux prochaines récoltes (octobre) dans les zones de préoccupation, sous forme de distributions directes de vivres, de cash ou de vouchers ;
- Mettre en place et/ou intensifier les programmes nutritionnels visant la prévention et le traitement de la malnutrition aiguë sévère et modérée pour les enfants de 6 à 59 mois ;
- Continuer à suivre de près la situation alimentaire et nutritionnelle dans le pays.

Interventions à moyen et long terme :

- Mener des programmes de soutien aux moyens de subsistance liés à l'agriculture pour reconstituer les actifs et renforcer la résilience des ménages locaux ;
- Développer des programmes qui s'attaquent aux causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, notamment les faibles niveaux de production agricole, l'accès limité à l'eau potable, aux soins de santé, et à l'éducation sur les bonnes pratiques de soins aux nourrissons.
- Renforcer les systèmes de surveillance de la sécurité alimentaire au Tchad pour assurer l'identification précoce des chocs qui pourraient entraîner des détériorations de la sécurité alimentaire et des résultats nutritionnels, ainsi que fournir les informations nécessaires pour la programmation d'assistance.

Annexes

Annex 1. Analyse de la réponse de l'évaluation conjointe du marché de février 2018⁵

Région	Production agricole	Approvisionnement	Stocks des commerçants	Capacité de réponse des marchés	Prix	Orientation sur la modalité
Wadi Fira	Faible production connaissant au cours de l'année une baisse importante par rapport à l'année dernière et la moyenne quinquennale. La disponibilité locale ne peut couvrir que 6 mois	Possible difficulté d'approvisionnement à partir des zones habituelles les plus proches à cause des interdictions de sortie en cours. Les coûts de transaction seraient élevés compte des distances	Niveau de stock moyen sur les marchés	Les informations venant des commerçants indiquent que les marchés pourraient répondre à une hausse de la demande.	Stabilité ou hausse des prix par rapport à la moyenne quinquennale sur les marchés	Le cash ne peut pas être développé à cause du risque de hausse de prix liés aux coûts de transaction et la faible offre sur les marchés
Lac	Production relativement importante connaissant au cours de l'année une baisse de 22% par rapport à l'année dernière mais stable par rapport à la moyenne quinquennale. La disponibilité locale peut couvrir jusqu'à 11 mois	Zone de production alimentant habituellement les autres zones déficitaires	Niveau de stock important sur les marchés	Les informations venant des commerçants indiquent que les marchés pourraient répondre à une hausse de la demande.	Baisse des prix par rapport à la moyenne quinquennale sur les marchés les plus importants (Bol, Ngouri)	La disponibilité locale devrait permettre de bien approvisionner le marché créant de conditions plus favorables au cash
Kanem	Faible production connaissant au cours de l'année une baisse importante par rapport à l'année dernière et la moyenne quinquennale. La disponibilité locale ne peut couvrir que 1 mois	Possible difficultés d'approvisionnement à partir des zones habituelles les plus proches comme le Lac. Les coûts de transaction seraient élevés compte tenu des distances. L'insécurité à la frontière libyenne limite aussi l'approvisionnement en produits importés	Niveau de stock très faible sur les marchés	Les informations venant des commerçants indiquent que les marchés pourraient répondre à une hausse de la demande.	Baisse des prix par rapport à la moyenne quinquennale sur le marché de Mao	Marchés dépendant des autres zones pour leur reconstitution de stock. Les stocks actuels sont faibles par rapport à leur niveau habituel. Condition de marché peu favorable au cash
Bahr El Gazal	Faible production connaissant au cours de l'année une baisse importante par rapport à l'année dernière et la moyenne quinquennale. La disponibilité locale ne peut couvrir que 2 mois	Possible difficulté d'approvisionnement à partir des zones habituelles les plus proches. Les coûts de transaction seraient élevés compte tenu des distances. L'insécurité à la frontière libyenne limite aussi l'approvisionnement en produits importés	Niveau de stock moyen sur les marchés	Les informations venant des commerçants indiquent que la plupart des marchés pourraient répondre à une hausse de la demande.	Baisse des prix par rapport à la moyenne quinquennale sur le marché de Moussoro	Marchés dépendant des autres zones pour leur reconstitution de stock. Les stocks actuels sont faibles par rapport à leur niveau habituel. Condition de marché peu favorable au cash

⁵ Pour l'analyse complète, s'il vous plaît se référer à *l'Etude des Marchés en lien avec la Sécurité Alimentaire*, conduit par SISAAP, DPAS/SIM des Produits Agricoles, DEPSA/SIM Bétail, CILSS, PAM, FEWS NET, et FAO, en février 2018

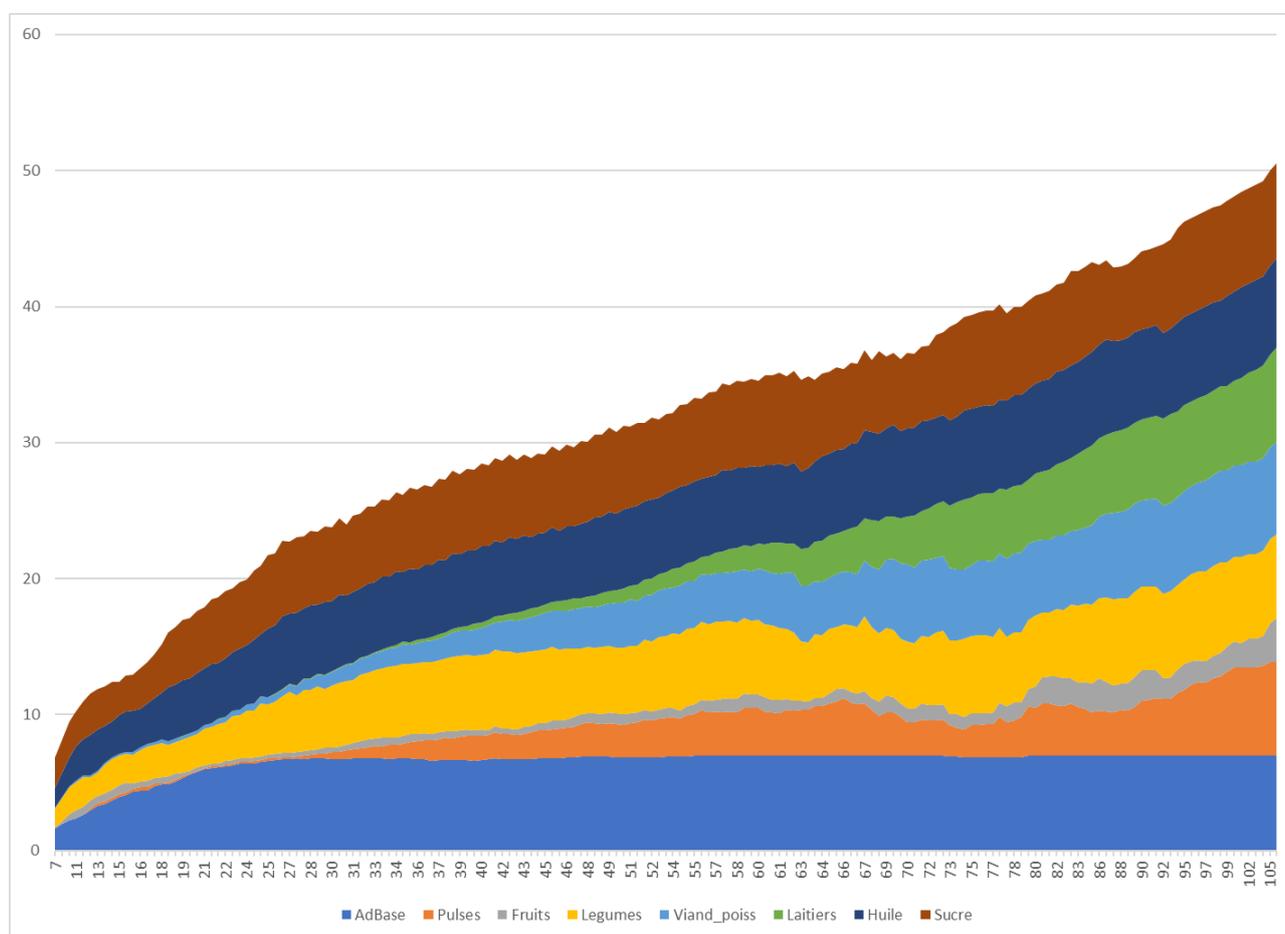
Guera	Production relativement importante connaissant au cours de l'année une baisse moyenne par rapport à l'année dernière mais stable par rapport à la moyenne quinquennale. La disponibilité locale peut couvrir jusqu'à 12 mois	L'approvisionnement pourrait être correct	Niveau de stock moyen sur les marchés	Les informations venant des commerçants indiquent que les marchés pourraient répondre à une hausse de la demande	Baisse des prix par rapport à la moyenne quinquennale sur le marché de Mongo	La disponibilité locale devrait permettre de bien approvisionner le marché créant de conditions plus favorables au cash.
Batha	Production relativement importante connaissant au cours de l'année une baisse moyenne par rapport à l'année dernière mais stable par rapport à la moyenne quinquennale. La disponibilité locale peut couvrir jusqu'à 11 mois	L'approvisionnement pourrait être correct	Niveau de stock moyen sur les marchés	Les informations venant des commerçants indiquent que les marchés pourraient répondre à une hausse de la demande.	Baisse des prix par rapport à la moyenne quinquennale sur les marchés les plus importants (Ati, Oum Hadjer)	La disponibilité locale devrait permettre de bien approvisionner le marché créant de conditions plus favorables au cash

Annex 2. Les seuils de score de consommation alimentaire

Pour les évaluations de la sécurité alimentaire dans la plupart des pays, les seuils de score de consommation alimentaire sont pauvres (0-21), limites (21.5 à 35) et acceptables (> 35). Cependant, ces seuils sont souvent ajustés dans les pays où la consommation de sucre et d'huile est très fréquente parmi tous les groupes de richesse à pauvre (0-28), limite (28,5 - 42) et acceptable (> 42). La raison pour cet ajustement est que les ménages vulnérables qui consomment seulement du sucre, de l'huile et des céréales tous les jours peuvent attendre un score de consommation alimentaire de 21, seuil standard pour la consommation alimentaire « limitée », bien qu'à ce niveau la valeur nutritive du régime alimentaire reste assez pauvre.

Historiquement, les évaluations au Tchad ont utilisé ces seuils de sucre et d'huile ajustés. Cependant, pour confirmer que ces seuils sont le plus approprié pour le contexte de la bande sahélienne au Tchad, une analyse des composantes du score de consommation alimentaire a été réalisée en utilisant des données de l'EFSA. Comme le montre le graphique ci-dessous, les ménages ayant des scores de consommation alimentaire à tous les niveaux ont consommé très fréquemment de sucre et d'huile. Compte tenu de ces niveaux de consommation élevés, les seuils ajustés pour le sucre et le huiles sont appropriés.

Figure 40. Score de consommation alimentaire



Source : EFSA 2018